

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3009

28 décembre 2007

### SOMMAIRE

<b>Agrandir l'Habitat Sàrl</b> .....	<b>144429</b>	<b>LBREP Luxco Holdings S.à r.l.</b> .....	<b>144395</b>
<b>Alliance Santé Europe S.A.</b> .....	<b>144386</b>	<b>Linsys S.A.</b> .....	<b>144431</b>
<b>Aquilaz S.A.</b> .....	<b>144429</b>	<b>Lux Lettering S.à r.l.</b> .....	<b>144408</b>
<b>Bavarian Building Management GmbH</b> ..	<b>144393</b>	<b>Mainan Holding S.A.H.</b> .....	<b>144430</b>
<b>Catleya S.A.</b> .....	<b>144430</b>	<b>Malux S.à r.l.</b> .....	<b>144430</b>
<b>Chipo</b> .....	<b>144426</b>	<b>MH Germany Property IV S.à r.l.</b> .....	<b>144432</b>
<b>Comptoir des Fournitures Industrielles du</b> <b>Bâtiment S.à r.l.</b> .....	<b>144428</b>	<b>MH Germany Property VI S.à r.l.</b> .....	<b>144431</b>
<b>Comptoir des Fournitures Industrielles du</b> <b>Bâtiment S.à r.l.</b> .....	<b>144428</b>	<b>MH Germany Property V S.à r.l.</b> .....	<b>144431</b>
<b>CORPUS SIREO Investment Residential</b> <b>No. 23 S.à r.l.</b> .....	<b>144394</b>	<b>MobileMedia Holdings S.à r.l.</b> .....	<b>144410</b>
<b>CORPUS SIREO Wohnportfolio No. 23 S.à</b> <b>r.l.</b> .....	<b>144394</b>	<b>Multi Alpha Advisory S.A.</b> .....	<b>144432</b>
<b>Crousseilles Holdings S.A.</b> .....	<b>144432</b>	<b>Navitas Renewable Energy Group S.A.</b> ..	<b>144423</b>
<b>Crousseilles Holdings S.A.</b> .....	<b>144432</b>	<b>Neckar CA S.à r.l.</b> .....	<b>144409</b>
<b>Errakis S.à r.l.</b> .....	<b>144397</b>	<b>Negus Immo S.A.</b> .....	<b>144408</b>
<b>Famissol S.à r.l.</b> .....	<b>144409</b>	<b>Resultatsystem Internationell</b> .....	<b>144386</b>
<b>Fruits et Légumes du Jardin S.A.</b> .....	<b>144430</b>	<b>R&amp;M Trockenbau S.à r.l.</b> .....	<b>144409</b>
<b>Future Brands Sàrl</b> .....	<b>144394</b>	<b>Rynda en Primeur S.A.</b> .....	<b>144410</b>
<b>German Private Equity Partners</b> .....	<b>144411</b>	<b>Seasick S.A.</b> .....	<b>144429</b>
<b>GTD Invest S.à r.l.</b> .....	<b>144410</b>	<b>Second Euro Industrial Unna S.à r.l.</b> ....	<b>144428</b>
<b>GTD Invest S.à r.l.</b> .....	<b>144408</b>	<b>Société Financière Renaissance S.A.H.</b> ..	<b>144427</b>
<b>ICGS-Gemco S.à r.l.</b> .....	<b>144409</b>	<b>Solvay Finance (Luxembourg) S.A.</b> .....	<b>144409</b>
<b>Icopal Holdings S.à r.l.</b> .....	<b>144386</b>	<b>Syndicat pour la protection des Sites et</b> <b>Eaux de la Haute-Sûre</b> .....	<b>144410</b>
<b>JSJ Placements Internationaux S.A.</b> .....	<b>144397</b>	<b>Telesmile European Prepaid Services S.A.</b> .....	<b>144419</b>
<b>K.C. 5000 s.à r.l.</b> .....	<b>144427</b>	<b>WACTRANS Luxembourg S.à r.l.</b> .....	<b>144429</b>
<b>K.C. 5000 s.à r.l.</b> .....	<b>144428</b>	<b>WBB Invest S.A.</b> .....	<b>144386</b>

**Resultatsystem Internationell, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.  
R.C.S. Luxembourg B 91.910.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Gloden  
Notaire

Référence de publication: 2007143885/213/11.

(070167545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

**Alliance Santé Europe S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 51.279.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 49557 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

J. Elvinger  
Notaire

Référence de publication: 2007143886/211/11.

(070167494) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

**Icopal Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1520 Luxembourg, 6, rue Adolphe Fischer.  
R.C.S. Luxembourg B 131.124.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 48425 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

J. Elvinger  
Notaire

Référence de publication: 2007143887/211/11.

(070167448) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

**WBB Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.  
R.C.S. Luxembourg B 134.002.

**STATUTS**

L'an deux mille sept, le seize novembre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

MILFORD LUX S.A., une société de droit luxembourgeois, établie au 6, rue Adolphe L-1116 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg Section B numéro B 114.356,

ici représentée par Régis Galiotto, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé;

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par la comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme:

**Titre I.- Dénomination, Siège social, Objet, Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par le présent acte une société anonyme sous la dénomination de WBB INVEST S.A.

**Art. 2.** Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg). Il peut être transféré vers tout autre commune à l'intérieur du Grand-Duché de Luxembourg au moyen d'une résolution de l'ac-

tionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires au moyen d'une résolution de l'assemblée générale de ses actionnaires délibérant selon la manière prévue pour la modification des Statuts.

Le Conseil d'Administration de la Société est autorisé à changer l'adresse de la Société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert, conservera la nationalité luxembourgeoise. Pareille décision de transfert du siège social sera prise par le Conseil d'Administration.

**Art. 3.** La société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, par achat, échange ou de toute autre manière, dans d'autres entreprises et sociétés luxembourgeoises ou étrangères ainsi que la gestion, le contrôle, la mise en valeur de ces participations. La société peut également procéder au transfert de ces participations par voie de vente, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets, marques de fabrique et autres droits intellectuels et immatériels ainsi que tous autres droits s'y rattachant ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter sous toute forme notamment par voie d'émission d'obligations, convertibles ou non, de prêt bancaire ou de compte courant actionnaire, et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles la société détient ou non un intérêt direct ou indirect, tous concours, prêts, avances ou garanties.

En outre, elle pourra s'intéresser à toutes valeurs mobilières, dépôts d'espèces, certificats de trésorerie, et toute autre forme de placement dont notamment des actions, obligations, options ou warrants, les acquérir par achat, souscription ou toute manière, les vendre ou les échanger.

Elle pourra faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières qui se rattachent directement ou indirectement, en tout ou partie, à son objet social.

Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toutes opérations de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

D'une façon générale, la société pourra prendre toutes mesures de contrôle ou de surveillance et effectuer toutes opérations qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet; elle pourra également détenir des mandats d'administration d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, rémunérés ou non.

## **Titre II.- Capital, Actions**

**Art. 5.** Le capital social est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-) divisé en mille (1.000) actions d'une valeur nominale de trente et un euros (EUR 31,-).

Les actions peuvent être représentées, au choix du propriétaire, par des certificats unitaires ou des certificats représentant deux ou plusieurs actions.

Les actions sont soit nominatives, soit au porteur, au choix des actionnaires.

Le capital autorisé est fixé à cinq millions d'euros (5.000.000,- EUR) qui sera représenté par des actions d'une valeur nominale de trente et un euros (EUR 31,-) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts. En outre, le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans à partir de la publication des statuts, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

La Société pourra racheter ses actions lorsque le Conseil d'Administration considérera le rachat dans l'intérêt de la société conformément aux conditions qu'il aura fixées et dans les limites imposées par l'article 49-8 de la loi sur les sociétés commerciales. Le Conseil d'Administration pourra créer ponctuellement les réserves qu'il jugera appropriées (en plus des réserves légales) et créera une réserve destinée à recevoir les primes d'émissions reçues par la Société lors de l'émission et de la vente de ses Actions, les réserves ainsi créées pourront être utilisées par le Conseil d'Administration en vue du rachat de ses actions par la Société.

Les actions rachetées par la Société continueront d'exister sans droit de vote, ni droit aux dividendes, ni au boni de liquidation.

Le prix de rachat sera déterminé par le Conseil d'Administration.

La Société pourra en outre procéder à l'émission d'actions et d'obligations et de tous titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances.

### Titre III.- Administration

**Art. 6.** En cas de pluralité d'actionnaires, la Société doit être administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins (chacun un «Administrateur»), actionnaires ou non.

Si la Société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la Société a seulement un actionnaire restant, la Société doit être administrée par un Conseil d'Administration consistant soit en un Administrateur (L'«Administrateur Unique») jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires constatant l'existence de plus d'un actionnaire ou par au moins trois Administrateurs. Une société peut être membre du Conseil d'Administration ou peut être l'Administrateur Unique de la Société. Dans un tel cas, le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique nommera ou confirmera la nomination de son représentant permanent en conformité avec la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales tel que modifiée.

Les Administrateurs ou l'Administrateur Unique sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période n'excédant pas six ans et sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires sans indemnité ni préavis. Ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Les Administrateurs élus sans indication de la durée de leur mandat, seront réputés avoir été élus pour un terme de six ans.

En cas de vacance du poste d'un Administrateur pour cause de décès, de démission ou autre raison, les Administrateurs restants nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires portant ratification du remplacement effectué.

**Art. 7.** Le Conseil d'Administration élira parmi ses membres un président (le «Président»). Le premier Président peut être nommé par la première assemblée générale des actionnaires. En cas d'empêchement du Président, il sera remplacé par l'Administrateur élu à cette fin parmi les membres présents à la réunion.

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du Président ou à la requête d'au moins un Administrateur. Lorsque tous les Administrateurs sont présents ou représentés, ils pourront renoncer aux formalités de convocation. Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée par procuration. Tout Administrateur est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil d'Administration par un autre Administrateur, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite. Un Administrateur peut également désigner par téléphone un autre Administrateur pour le représenter. Cette désignation devra être confirmée par une lettre écrite.

Toute décision du Conseil d'Administration est prise à la majorité simple des votes émis. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée pour autant que chaque participant soit en mesure de prendre activement part à la réunion, c'est à dire notamment d'entendre et d'être entendu par tous les autres Administrateurs participant et utilisant ce type de technologie, seront réputés présents à la réunion et seront habilités à prendre part au vote via le téléphone ou la vidéo.

Des résolutions du Conseil d'Administration peuvent être prises valablement par voie circulaire si elles sont signées et approuvées par écrit par tous les Administrateurs personnellement (résolution circulaire). Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés transmis par fax ou e-mail. Ces décisions auront le même effet et la même validité que des décisions votées lors d'une réunion du Conseil d'Administration, dûment convoqué. La date de ces résolutions doit être la date de la dernière signature.

Les votes pourront également s'exprimer par tout autre moyen généralement quelconque tel que fax, e-mail ou par téléphone, dans cette dernière hypothèse, le vote devra être confirmé par écrit.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration sont signés par tous les membres présents aux séances. Des extraits seront certifiés par le président du Conseil d'Administration ou par deux Administrateurs.

**Art. 8.** Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition conformément à l'objet social de la société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale sont de la compétence du Conseil d'Administration. En particulier le Conseil d'Administration aura le pouvoir d'acquérir des valeurs mobilières, des créances et d'autres avoirs de toute nature, d'émettre des obligations, de contracter des prêts, de constituer des sûretés sur les avoirs de la société et de conclure des contrats d'échanges sur devises et taux d'intérêt, étant entendu que ces décisions devront être prises à l'unanimité par les administrateurs. Le Conseil d'Administration peut payer des acomptes sur dividendes en respectant les dispositions légales.

**Art. 9.** Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur Unique, par la signature unique de son Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'Administrateurs, par la signature conjointe de deux Administrateurs ou par la signature unique de toute personne à qui le pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration ou par l'Administrateur Unique de la Société, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

**Art. 10.** Le Conseil d'Administration peut déléguer à l'unanimité des voix la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs, qui seront appelés administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la gestion de toutes les activités de la société ou d'une branche spéciale de celles-ci à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour l'accomplissement de tâches précises à un ou plusieurs mandataires, qui ne doivent pas nécessairement être membres du conseil d'administration ou actionnaires de la société.

**Art. 11.** Tous les litiges dans lesquels la société est impliquée comme demandeur ou comme défendeur, seront traités au nom de la société par le Conseil d'Administration, représenté par son président ou par l'administrateur délégué à cet effet.

#### **Titre IV.- Surveillance**

**Art. 12.** La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat qui ne peut excéder six années.

#### **Titre V.- Assemblée générale**

**Art. 13.** L'assemblée générale annuelle se tiendra à Luxembourg, à l'endroit spécifié dans la convocation, le premier lundi d'avril à onze heures, et pour la première fois en 2008.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée générale se tiendra le jour ouvrable suivant.

#### **Titre VI.- Année sociale, Répartition des bénéfices**

**Art. 14.** L'année sociale de la société commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre de chaque année, à l'exception de la première année sociale qui commence le jour de la constitution de la société et finit le 31 décembre 2008.

**Art. 15.** L'excédant favorable du bilan, après déduction de toutes les charges de la société et des amortissements, constitue le bénéfice net de la société. Il est prélevé cinq pour cent (5%) du bénéfice net pour la constitution de la réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais reprend son cours si, pour une cause quelconque, ladite réserve descend en dessous des dix pour cent du capital social. Le reste du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale.

#### **Titre VII.- Dissolution, Liquidation**

**Art. 16.** La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale des actionnaires. Si la société est dissoute, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui détermine leurs pouvoirs et fixe leurs émoluments.

#### **Titre VIII.- Dispositions générales**

**Art. 17.** Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les parties se réfèrent à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures.

#### *Souscription et libération*

Les statuts de la société ayant ainsi été établis, la comparante déclare souscrire l'intégralité du capital comme suit:

MILFORD LUX S.A. ....	1.000 actions
Total .....	1.000 actions

Toutes les actions ont été libérées à cent pour cent (100%) par des versements en espèces, de sorte que la somme de trente et mille euros (EUR 31.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné déclare que les conditions prévues par l'article 26 de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée ultérieurement, sont remplies.

#### *Frais*

Le montant global des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, est évalué approximativement à 2.200,- EUR.

#### *Résolutions*

Et à l'instant, l'actionnaire unique a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires à un (1).
2. Ont été appelés aux fonctions d'administrateurs:
  - José Correia, Employé privé, né le 4 octobre 1971 à Palmeira (Portugal), résidant professionnellement au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg,
  - Violène Rosati, Employée privée, née le 23 avril 1977 à Mont-Saint-Martin (France), résidant professionnellement au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg,
  - Géraldine Schmit, Administrateur de sociétés, née le 12 novembre 1969 à Messancy (Belgique), résidant professionnellement au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg.
3. A été appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:

- WOOD, APPLETON, OLIVER, EXPERTS-COMPTABLES S.à r.l., 6, rue Adolphe L-1116 Luxembourg.

4. Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes expirera après l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2013.

5. Le siège social de la société est fixé au 6, rue Adolphe L-1116 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite à la comparante, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande de la comparante, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise et française. A la demande de la même comparante, il est spécifié qu'en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version française fera foi.

#### **Suit la traduction anglaise de l'acte qui précède:**

In the year two thousand and seven, on the sixteenth of November.

Before Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

Appeared:

MILFORD LUX S.A., a company existing under Luxembourg Laws, established in 6, rue Adolphe L-1116 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, R.C.S Luxembourg number B 114,356,

Here represented by Régis Galiotto, jurist, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a power of attorney;

Which proxy, after being signed ne varietur by the party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the notary to inscribe as follows the articles of association of a «Société Anonyme»:

#### **Title I.- Denomination, Registered office, Object, Duration**

**Art. 1.** There is hereby established a «Société Anonyme» under the name of WBB INVEST S.A.

**Art. 2.** The registered office of the Company is established in Luxembourg-City (Grand Duchy of Luxembourg).

It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder or in case of plurality of shareholders by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The Board of Directors of the Company is authorized to change the address of the Company inside the municipality of the Company's registered office.

Should any political, economic or social events of an exceptional nature occur or threaten to occur which are likely to affect the normal functioning of the registered office or communications with abroad, the registered office may be provisionally transferred abroad until such time as circumstances have completely returned to normal. Such decision will not affect the Company's nationality which will notwithstanding such transfer, remain that of a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Board of Directors.

**Art. 3.** The Company is established for an unlimited period of time.

**Art. 4.** The object of the Company is the acquisition of participations in any form whatsoever, by purchase, exchange or in any other undertakings and companies either Luxembourg or foreign as well as the management, control, and development of these participations. The Company may also carry out the transfer of these participations by means of sale, exchange or otherwise.

The Company may also acquire and develop all patents, trademarks and other intellectual and immaterial right as well as any other rights connected to them or which may complete them.

The Company can borrow in any form and in particular by way of bond issue, convertible or not, bank loan or shareholder's loan, and grant to other companies in which it has or not direct or indirect participating interests, any support, loans, advances or guarantees.

Moreover, the Company may have an interest in any securities, cash deposits, treasury certificates, and any other form of investment, in particular shares, bonds, options or warrants, to acquire them by way of purchase, subscription or by any other manner, to sell or exchange them.

It may carry out any industrial, commercial, financial, movable or real estate property transactions which are directly or indirectly in connection, in whole or in part, with its corporate object.

It may carry out its object directly or indirectly on its behalf or on behalf of third parties, alone or in association by carrying out all operations which may favour the aforementioned object or the object of the companies in which the Company holds interests.

Generally, the Company may take any controlling or supervisory measures and carry out any operations which it may deem useful in the accomplishment of its object; it may also accept any mandate as director in any other companies Luxembourg or foreign, remunerated or not.



## Title II.- Capital, Shares

**Art. 5.** The subscribed share capital at incorporation shall be thirty-one thousand euros (EUR 31,000.-) divided into one thousand (1,000) shares of thirty-one euros (EUR 31.-) each.

The shares may be represented, at the owner's option, by certificates representing single shares or certificates representing two or more shares.

The shares may be in registered or bearer form at the option of the shareholder.

The authorized capital of the corporation is fixed at five million euros (EUR 5,000,000.-) to be divided into Shares having a par value of thirty-one euros (EUR 31.-) each.

The authorized and subscribed capital of the corporation may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders, voting with the same quorum as for an amendment of the articles of incorporation. The board of directors may, from now and during a period of five years from the date of publication of the present articles, increase the subscribed capital within the limits of the authorized capital. Such increase may be subscribed for and issued in the form of shares with or without share premium, as the board of directors shall determine.

After each increase in the subscribed capital performed in the legally required form by the board of directors, the present article will be adapted to this modification.

The Company may redeem its Shares whenever the Board of Directors considers this to be in the best interest of the Company, subject to the terms and conditions it shall determine in accordance with article 49-8 of the Law of 10th August 1915 on Commercial Companies. The Board of Directors may create such capital reserves from time to time as it may determine is proper (in addition to those which are required by law) and shall create a paid in surplus from funds received by the Company as issue premiums on the issue and sale of its Shares, which reserves or paid in surplus may be used by the Board of Directors to provide for the payment for any Shares which the Company may redeem in accordance with these Articles of Incorporation.

Shares redeemed by the Company shall remain in existence but shall not have any voting rights or any right to participate in any dividends declared by the Company or in any distribution paid upon the liquidation or winding up of the Company.

The redemption price shall be determined by the Board of Directors.

The Company may furthermore issue notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities.

## Title III.- Management

**Art. 6.** In case of plurality of shareholders, the Company must be managed by a Board of Directors consisting of at least three members (each a «Director»), who need not be shareholders.

In case the Company is established by a sole shareholder or if at the occasion of a general meeting of shareholders, it is established that the Company has only one shareholder left, the Company must be managed by a Board of Directors consisting of either one Director (the «Sole Director») until the next ordinary general meeting of the shareholders noticing the existence of more than one shareholder or by at least three Directors. A legal entity may be a member of the Board of Directors or may be the Sole Director of the Company. In such a case, the Board of Directors or the Sole Director shall appoint or confirm the appointment of its legal representative in compliance with the law of 10th August 1915 as amended.

The Directors or the Sole Director are appointed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six years and are re-eligible. They may be removed at any time by a resolution of the general meeting of shareholders without indemnity and notice. They will remain in function until their successors have been appointed. In case a Director is elected without mention of the term of his mandate, he is deemed to be elected for six years from the date of his election.

In the event of vacancy of a member of the Board of Directors because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors thus appointed may meet and elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders which will be asked to ratify such election.

**Art. 7.** The Board of Directors shall elect a chairman (the «Chairman») from among its members. The first Chairman may be appointed by the first general meeting of shareholders. If the Chairman is unable to be present, he will be replaced by a Director elected for this purpose from among the Directors present at the meeting.

The meetings of the Board of Directors are convened by the Chairman or at the request of at least one Director. In case that all the Directors are present or represented, they may waive all convening requirements and formalities. The Board of Directors can only validly meet and take decisions if a majority of members is present or represented by proxies. Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing another Director as his proxy. A Director may also appoint another Director to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

All decisions by the Board of Directors require a simple majority of votes cast. In case of ballot, the Chairman has a casting vote.

The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating Director being able to hear and to be heard by all other participating directors using this technology, shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

Circular resolutions of the Board of Directors can be validly taken if approved in writing and signed by all the Directors in person (résolution circulaire). Such approval may be in a single or in several separate documents sent by fax or e-mail. These resolutions shall have the same effect and validity as resolutions voted at the Directors' meetings, duly convened. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Votes may also be cast by any other means, such as fax, e-mail, or by telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing.

The minutes of a meeting of the Board of Directors shall be signed by all Directors present at the meeting. Extracts shall be certified by the Chairman of the Board of Directors or by any two Directors.

**Art. 8.** The Board of Directors or the Sole Director is invested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate objects of the Company.

All powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Directors. In particular, the Board shall have the power to purchase securities, receivables and other assets of any type, to issue bonds and debentures, to enter into loans, to create security interests over the assets of the Company and to enter into interest rate and currency exchange agreements, provided that such actions have been authorized by unanimous consent of the directors. The Board of Directors may pay interim dividends in compliance with the relevant legal requirements.

**Art. 9.** Towards third parties, in all circumstances, the Company shall be, in case of a Sole Director, bound by the sole signature of the Sole Director or, in case of plurality of directors, by the signatures of any two Directors together or by the single signature of any person to whom such signatory power shall be delegated by the Board of Directors or the Sole Director of the Company, but only within the limits of such power.

**Art. 10.** The Board of Directors may delegate with unanimous vote its powers to conduct the daily management of the Company to one or more directors, who will be called managing directors.

It may also commit the management of all the affairs of the Company or of a special branch to one or more managers, and give special powers for determined matters to one or more proxyholders, selected from its own members or not, whether shareholders or not.

**Art. 11.** Any litigation involving the Company either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the Company by the Board of Directors, represented by its chairman or by the director delegated for this purpose.

#### **Title IV.- Supervision**

**Art. 12.** The Company is supervised by one or several statutory auditors («Commissaire aux comptes»), appointed by the general meeting of shareholders, which will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years.

#### **Title V.- General meeting**

**Art. 13.** The annual meeting will be held in Luxembourg at the place specified in the convening notices on the first Monday of April at eleven o'clock and for the first time in the year 2008.

If such day is a legal holiday, the general meeting will be held on the next following working day.

#### **Title VI. - Accounting year, Allocation of profits**

**Art. 14.** The accounting year of the Company shall begin on the 1st of January and shall terminate on the 31st of December of each year, with the exception of the first accounting year, which shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the 31st of December 2008.

**Art. 15.** After deduction of any and all of the expenses of the Company and the amortizations, the credit balance represents the net profits of the Company. Of the net profits, five percent (5%) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the capital of the Company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, the reserve falls below 10% of the capital of the Company. The balance is at the disposal of the general meeting.

#### **Title VII.- Dissolution, Liquidation**

**Art. 16.** The Company may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders. If the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remuneration.

#### **Title VIII.- General provisions**

**Art. 17.** All matters not governed by these articles of association are to be construed in accordance with the law of August 10th, 1915 on commercial companies and the amendments thereto.

#### *Subscription*

The articles of association having thus been established, the party appearing declares to subscribe the whole capital as follows:



MILFORD LUX S.A. ....	1,000 shares
Total .....	1,000 shares

All the shares have been fully paid up to one hundred per cent (100%) by payment in cash, so that the amount of thirty-one thousand euros (EUR 31,000.-) is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary.

*Statement*

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26 as amended of the law of August 10th, 1915 on commercial companies have been observed.

*Costs*

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of its organisation, is approximately 2,200.- EUR.

*Resolutions*

Immediately after the incorporation of the Company, the Sole Shareholder has passed the following resolutions:

1. The number of directors is fixed at three (3) and the number of auditors («Commissaire aux Comptes») at one (1).
2. The following are appointed directors:
  - José Correia, private employee, born on October 4th, 1971, in Palmeira (Portugal), professionally residing at 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg.
  - Violène Rosati, private employee, born on April 23rd, 1977, in Mont-Saint-Martin (France), professionally residing at 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg.
  - Géraldine Schmit, Companies Director, born on November 12th 1969, in Messancy (Belgium), professionally residing at 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg.
3. Has been appointed Statutory Auditor «Commissaire aux comptes»:
  - WOOD, APPLETON, OLIVER, EXPERTS-COMPTABLES S.à r.l., 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg.
4. The directors' and «Commissaire aux comptes»'s terms of office will expire after the annual meeting of shareholders to be held in the year 2013.
5. The registered office of the Company is established at 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the date mentioned at the beginning of this document.

The deed having been read to the appearing party said proxyholder signed together with the notary the present deed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English and French. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the French version will prevail.

Signé: R. Galiotto, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 22 novembre 2007, Relation: LAC/2007/36794. - Reçu 310 euros.

*Le Releveur ff. (signé): C. Frising.*

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 décembre 2007.

J. Elvinger.

Référence de publication: 2007143810/211/390.

(070167515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

**Bavarian Building Management GmbH, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6633 Wasserbillig, 13, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 71.507.

Les comptes annuels établis au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2007.

*Pour BAVARIAN BUILDING MANAGEMENT GmbH*

FIDUCIAIRE SOCOFISC S.A.

Signature

Référence de publication: 2007143620/745/16.

Enregistré à Luxembourg, le 30 novembre 2007, réf. LSO-CK08474. - Reçu 18 euros.

*Le Releveur (signé): G. Reuland.*

(070166765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2007.

**Future Brands Sarl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6868 Wecker, 18, Duchscherstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 117.185.

Les comptes annuels établis au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2007.

Pour FUTURE BRANDS Sarl

FIDUCIAIRE SOCOFISC S.A.

Signature

Référence de publication: 2007143622/745/16.

Enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2007, réf. LSO-CK07420. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070166763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2007.

**CORPUS SIREO Investment Residential No. 23 S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. CORPUS SIREO Wohnportfolio No. 23 S.à r.l.).**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 131.935.

Im Jahre zweitausendsundsieben, am neunten November.

Vor Uns dem unterzeichneten Notar Martine Schaeffer, mit Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

Ist erschienen:

CORPUS IMMOBILIENGRUPPE GmbH & Co. KG, eine Gesellschaft deutschen Rechts, mit Sitz in D-50931 Köln, Aachener Straße 186, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Köln unter der Nummer HRA-12917, vertreten durch die Komplementärin CORPUS IMMOBILIENGRUPPE BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT mbH, eine Gesellschaft deutschen Rechts, mit Sitz in D-50931 Köln, Aachener Straße 186, eingetragen beim Handelsregister des Amtsgerichts Köln unter HRB 22700, vertreten durch Herrn Pierre Alexandre Delagardelle, Rechtsanwalt, wohnhaft in L-2314 Luxembourg, 4, Place de Paris, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, welche am 24. Oktober 2007 in Heusenstamm gegeben wurde (die «Alleinige Gesellschafterin»).

Die Vollmacht, die ne varietur durch die Komparentin und den unterzeichneten Notar unterschrieben wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt, um sie bei den Formalitäten der Registrierung vorlegen zu können.

Die Komparentin ist die alleinige Gesellschafterin der CORPUS SIREO WOHNPORTFOLIO No. 23 S.à r.l., mit Sitz in L-1246, Luxemburg, 4A, rue Albert Borschette, eingetragen im Handelsregister Luxembourg B 131.935 (die «Gesellschaft»), gegründet durch Akte des unterzeichneten Notars am 16. August 2007, welche Akte im Mémorial, C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 2402 vom 24. Oktober 2007 veröffentlicht wurde.

Die Komparentin, in ihrer Eigenschaft als alleinige Gesellschafterin der Gesellschaft, ersuchte den unterzeichneten Notar, den folgende Beschlüsse zu beurkunden:

*Erster Beschluss*

Die Alleinige Gesellschafterin beschließt den Namen der Gesellschaft von CORPUS SIREO WOHNPORTFOLIO No. 23 S.à r.l. in CORPUS SIREO INVESTMENT RESIDENTIAL No. 23 S.à r.l. zu ändern.

*Zweiter Beschluss*

Die Alleinige Gesellschafterin beschließt den Wortlaut des Artikels 1 der Satzung wie folgt zu ändern:

«Die Gesellschaft ist als «société à responsabilité limitée» (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) auf der Grundlage des Gesetzes betreffend die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 einschließlich Änderungsgesetzen errichtet.

Sie führt den Namen CORPUS SIREO INVESTMENT RESIDENTIAL No. 23 S.à r.l.»

*Kosten*

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen oder Lasten, die in irgendeiner Form der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde erwachsen, werden auf eintausend (1.000,-) Euro veranschlagt.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die erschienene Person, hat dieselbe Person zusammen mit dem beurkundenden Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: P. A. Delagardelle, M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, le 15 novembre 2007, LAC/2007/35620. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 novembre 2007.

M. Schaeffer.

Référence de publication: 2007143827/5770/46.

(070167088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

**LBREP Luxco Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 88.196.

In the year two thousand seven, on the thirty-first day of October.

Before Us, Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

LBREP JADE (BER) L.P., with registered office at Clarendon House, 2, Church Street, Hamilton HM 11, Bermuda, here represented by Mr Djamel Bouzemarene, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given on October 2007.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the following:

- that, it is the sole actual shareholder of LBREP LUXCO HOLDINGS S.à r.l., a société à responsabilité limitée unipersonnelle, incorporated by a notarial deed on July 8, 2002, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, number 1336 of September 14, 2002. The articles of Association have been amended for the last time by a notarial deed on October 12, 2006, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, number 2311 of December 18, 2006;

- that, the sole shareholder has taken the following resolutions:

*First resolution*

The sole shareholder decides to accept the resignation of Mr Robert Shaw as Category A Manager and Mr John McCarthy as Category B Manager and to give discharge for the exercise of their mandates.

*Second resolution*

The sole shareholder decides to appoint as Managers of the Company, with effect as per the date of the present deed for an unlimited period:

*Managers A:*

- Mr Michael Denny, Company Director, born on November 1st, 1977 in Kilkenny (Ireland), with professional address at 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg;

- Mr Benoît Jean J. Bauduin, Company Director, born on March 31st, 1976 in Messancy (Belgium), with professional address at 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg.

*Managers B:*

- Mr Michael Tsoulies, Company Director, born on April 30, 1961 in Massachusetts, USA with professional address at 25 Bank Street, London E14 5LE, United Kingdom

- Mr Rodolpho Amboss, Chief Financial Officer, born on May 10th, 1963 in Cachoeiro de Itapemirim, E.S. (Brazil), with professional address at 399, Park Avenue, 8th Floor, New York, NY 10022, United States of America.

*Third resolution*

The sole shareholder decides to amend the first paragraph of article 9 of the articles of association by the following:

« **Art. 9. (1st paragraph).** The Corporation shall be managed by one or more managers who need not be shareholders of the Corporation. If there is more than one manager, the Corporation is managed by a board of managers composed of category A managers and category B managers.»

*Fourth resolution*

The sole shareholder decides to amend article 13 of the articles of association as follows:

« **Art. 13.** The Corporation will be bound in all circumstances by the joint signature of one category A manager and one category B manager.»

There being no further business, the meeting is terminated.

#### Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand one hundred euro (1,100.- EUR).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed. The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille sept, le trente et un octobre.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

LBREP JADE (BER) L.P., ayant son siège social à Clarendon House, 2, Church Street, Hamilton HM 11, Bermuda, ici représentée par Monsieur Djamel Bouzemarene, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 28 octobre 2007.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle, représentée comme dit-est, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Qu'elle est la seule et unique associée de la société LBREP LUXCO HOLDINGS S.à r.l., une société à responsabilité limitée unipersonnelle, constituée suivant acte notarié en date du 8 juillet 2002, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1336 du 14 septembre 2002. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié en date du 12 octobre 2006, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2311 du 11 décembre 2006;

- Qu'elle a pris les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'associée unique décide d'accepter les démissions de Monsieur Robert Shaw de sa fonction de gérant de catégorie A et de Monsieur John Mc Carthy de sa fonction de gérant de catégorie B et décide de leur donner décharge pour l'exercice de leur mandat.

#### *Deuxième résolution*

L'associée unique décide de nommer en qualité de gérants de la société, avec effet à dater du jour du présent acte pour une durée indéterminée:

#### *Gérants A:*

- Monsieur Michael Denny, administrateur de société, né le 1<sup>er</sup> novembre 1977 à Kilkenny (Irlande), demeurant professionnellement à 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg;

- Monsieur Benoît Jean J. Bauduin, administrateur de société, né le 31 mars 1976 à Messancy (Belgique), demeurant professionnellement à 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg.

#### *Gérants B:*

- Monsieur Michael Tsoulies, administrateur de société, né le 30 avril 1961 à Massachusetts (USA), demeurant professionnellement à 25, Bank Street, Londres E14 5LE, Royaume Uni.

- Monsieur Rodolpho Amboss, Chief Financial Officer, né le 10 mai 1963 à Cachoeiro de Itapemirim, E.S. (Brésil), demeurant professionnellement à 399, Park Avenue, 8th Floor, New York, NY 10022, (USA).

#### *Troisième résolution*

L'associée unique décide de modifier le premier paragraphe de l'article 9 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 9. (paragraphe 1<sup>er</sup>).** La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. S'il y a plus d'un gérant, les gérants formeront un conseil de gérance composé de gérants de catégorie A et de gérants de catégorie B.»

#### *Quatrième résolution*

L'associée unique décide de modifier l'article 13 des statuts qui aura la teneur suivante:

« **Art. 13.** La Société sera engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B.»

Plus rien n'étant fixé à l'ordre du jour, l'assemblée est levée.

144397

*Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes est évalué à environ mille cent euros (1.100,- EUR).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: D. Bouzemaerene, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 5 novembre 2007, LAC/2007/33960. — Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): F. Schneider.

Pour copie conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 décembre 2007.

G. Lecuit.

Référence de publication: 2007143815/220/112.

(070167246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

**JSJ Placements Internationaux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6740 Grevenmacher, 4, rue Kurzacht.

R.C.S. Luxembourg B 61.078.

Les comptes annuels établis au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2007.

*Pour JSJ PLACEMENTS INTERNATIONAUX S.A.*

FIDUCIAIRE SOCOFISC S.A.

Signature

Référence de publication: 2007143623/745/16.

Enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2007, réf. LSO-CK07419C. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070166762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2007.

**Errakis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 57.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 133.973.

STATUTES

In the year two thousand and seven, on the twenty-first of November.

Before Ms Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Mr Hans Eckerstrom, born in Karlskoga (Sweden), on 16 February 1972, residing at Norrstigen 44, SE-181 31 Lidingo, Sweden.

The founder is here represented by Mrs Ingrid Moinet, residing at Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on November 7, 2007.

The beforesaid proxy, being initialled ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such party has requested the notary to draw up the following articles of association of a «société à responsabilité limitée» which its declares to hereby incorporate.

**Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1.** There is hereby formed a «société à responsabilité limitée» (limited liability company) (the «Company»), governed by the present articles of incorporation and Luxembourg law, especially the laws of August 10th, 1915 on commercial companies, including its article 209, of September 18th, 1933 and of December 28th, 1992 on «sociétés à responsabilité limitée», as amended.

At any moment, a sole shareholder may join with one or more joint shareholders and, in the same way, the shareholders may adopt the appropriate measures to restore the unipersonal character of the Company. As long as the Company has one sole shareholder, such shareholder exercises the powers devolved to the general meeting of shareholders.

**Art. 2.** The Company's name is ERRAKIS S.à r.l.

**Art. 3.** The Company's purpose is to take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way and to acquire patents and licences, and other property, rights and interest in property as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same; to enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions, and to grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company associated in any way with the Company, or the said holding company, subsidiary or fellow subsidiary, in which the Company has a direct or indirect interest, any assistance, loans, advances or guarantees; to borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed; finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

**Art. 4.** The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the management should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the management of the Company.

**Art. 5.** The Company is constituted for an unlimited duration.

**Art. 6.** The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

**Art. 7.** The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are neither allowed, in circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the administration of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings.

### Capital - Shares

**Art. 8.** The Company's capital is set at fifty seven thousand five hundred euro (EUR 57,500), represented by two hundred fifty (250) ordinary shares (the «Ordinary Shares»), one hundred (100) class A preferred shares (the «Class A Preferred Shares»), one hundred (100) class B preferred shares (the «Class B Preferred Shares»), one hundred (100) class C preferred shares (the «Class C Preferred Shares»), one hundred (100) class D preferred shares (the «Class D Preferred Shares»), one hundred (100) class E preferred shares (the «Class E Preferred Shares»), one hundred (100) class F preferred shares (the «Class F Preferred Shares»), one hundred (100) class G preferred shares (the «Class G Preferred Shares»), one hundred (100) class H preferred shares (the «Class H Preferred Shares»), one hundred (100) class I preferred shares (the «Class I Preferred Shares»), and together with the Class A Preferred Shares, the Class B Preferred Shares, the Class C Preferred Shares, the Class D Preferred Shares, the Class E Preferred Shares, the Class F Preferred Shares, the Class G Preferred Shares, the Class H Preferred Shares, (the «Preferred Shares») and together with the Ordinary Shares, the «shares»), being a total of one thousand one hundred fifty (1,150) shares of a nominal value EUR 50.- (fifty euro) each. The share capital of the Company may be increased or reduced by decision of the extraordinary general meeting of shareholders resolving at the majorities required for the amendment of the present articles.

**Art. 9.** Each share carries one vote and each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding. Save as provided in the present articles, each share shall rank *pari passu* with every other share and shall entitle its owner to equal rights to any distribution of dividends.



**Art. 10.**

10.1 The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of shares including by the cancellation of one or more entire classes of Preferred Shares through the repurchase and cancellation of all the Preferred Shares in issue in such Class(es).

10.2 In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of one or more Classes of Preferred Shares, the holders of Preferred Shares of the repurchased and cancelled Class(es) of Preferred Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share (as defined here below) for each Preferred Share of the relevant Class(es) held by them and cancelled.

10.3 Each Class of Preferred Shares gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such class, in case of a redemption of such class, to the Available Amount for the relevant Period to which the class relates pursuant to the present articles:

10.3.1 The Period for Class A Preferred Shares is the period starting on the day of incorporation and ending on the Interim Account Date for the Class A 2007 Interim Accounts (the «Class A Period»);

10.3.2 The Period for Class B Preferred Shares is the period starting on the day after the Class A Period and ending on the Interim Account Date for Class B 2008 Interim Accounts (the «Class B Period»),

10.3.3 The Period for Class C Preferred Shares is the period starting on the day after the Class B Period and ending on the Interim Account Date for the Class C 2009 Interim Accounts (the «Class C Period»);

10.3.4 The Period for Class D Preferred Shares is the period starting on the day after the Class C Period and ending on the Interim Account Date for the Class D 2010 Interim Accounts (the «Class D Period»);

10.3.5 The Period for Class E Preferred Shares is the period starting on the day after the Class D Period and ending on the Interim Account Date for the Class E 2011 Interim Accounts (the «Class E Period»);

10.3.6 The Period for Class F Preferred Shares is the period starting on the day after the Class E Period and ending on the Interim Account Date for the Class F 2012 Interim Accounts (the «Class F Period»);

10.3.7 The Period for Class G Preferred Shares is the period starting on the day after the Class F Period and ending on the Interim Account Date for the Class G 2013 Interim Accounts (the «Class G Period»);

10.3.8 The Period for Class H Preferred Shares is the period starting on the day after the Class G Period and ending on the Interim Account Date for the Class H 2014 Interim Accounts (the «Class H Period»); and

10.3.9 The Period for Class I Preferred Shares is the period starting on the day after the Class H Period and ending on the Interim Account Date for the Class I 2015 Interim Accounts (the «Class I Period»);

10.3.10 For the avoidance of doubt, if there has been no Interim Account Date for a certain Class, the Period of such Class will end on the last day of the third month following the first year-end after the start date of the relevant Class Period.

10.4 In the event a Preferred Class of Shares has not been repurchased and cancelled within the relevant Class Period, the holders of such class shall become entitled, in case of a redemption and cancellation of the relevant class, to the Available Amount for a new period (the «New Period») which shall start of the date after the last Class Period (or as the case may be the immediately preceding New Period of another class) and end on the Interim Account Date of the Interim Accounts prepared for the repurchase and cancellation of such Class of Preferred Shares, provided that if there is no Interim Account Date for such Class, the Period of such Class will end on the last day of the third month following the first year end after the start date of such New Period. The first New Period shall start on the date after the Class D Period and the Classes of Preferred Shares not repurchased and not cancelled in their Period as per article 10.3.1 to 10.3.9 shall come in the order of Class A to Class I (to the extent not previously repurchased and cancelled).

10.5 In the case of a redemption of a Class of Preferred Shares, the holders of such Class of Preferred Shares shall receive the Cancellation Value per Share calculated as follows: (i) nominal value per Preferred Share to be cancelled plus Available Amount (ii) divided by the Number of Preferred Shares in the Issue in the Class to be repurchased and cancelled.

Any amendments to the present article 10 shall be subject to the unanimous decision of the sole shareholder (as the case may be) or the unamous decision at a general meeting of shareholders to be held with a 100% quorum of all shares in issue.

**Art. 11.** The shares are freely transferable among the shareholders.

Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three quarter of the corporate capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Otherwise it is referred to the provisions of articles 189 and 190 to the co-ordinate law on trading companies.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admits only one owner for each of them.

**Management**

**Art. 12.** The Company is managed by one or several managers who need not be shareholders.

They are appointed and removed from office by simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an

undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two different classes, namely class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the managers be identified with respect to the class they belong.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company. In the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A manager (including by way of representation).

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the joint signature of any two of the managers, provided however that in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) the Company will only be validly bound by the sole signature of anyone class A manager (including by way of representation) (the class B managers not having the power to bind the Company under their signature without special authorisations by the board of manager or through a power of attorney of a class A manager). In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or any two of the managers or, in the event of classes of managers, by one class A manager.

**Art. 13.** Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as an agent he is responsible for the execution of his mandate.

#### **Shareholders decisions**

**Art. 14.** Shareholders decisions are taken by shareholder's meetings.

However, the holding of meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than twenty-five. In such case, the management can decide that each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decisions to be taken, expressly drawn up by writing, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier.

**Art. 15.** Resolutions are validly adopted when taken by shareholders representing more than half of the capital.

If this quorum is not attained at a first meeting, the shareholders are immediately convened by registered letters to a second meeting.

At this second meeting, decisions will be taken at the majority of voting shareholders whatever majority of capital be represented.

However, decisions concerning an amendment of the articles of association must be taken by a majority of shareholders representing at least the three quarters of the capital.

Every meeting shall be held in Luxembourg at such places as the managers may from time to time determine.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the dispositions of Section XII of the law of August 10th, 1915 on sociétés à responsabilité limitée.

As a consequence thereof, all decisions which exceed the powers of the managers are taken by the sole shareholder.

#### **Financial year - Balance sheet**

**Art. 16.** The Company's financial year begins on January 1st and closes on December 31st.

**Art. 17.** Each year, within 4 (four) months as from the 31st of December, the management will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s) toward the company.

At the same time, the management will prepare a profit and loss account which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

**Art. 18.** Each shareholder may inspect at the registered office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account.

**Art. 19.** The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisation, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent of the net profit will be transferred to the statutory reserve. This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed till the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, it has been broken into.

The balance is at the disposal of the shareholders.

The excess is distributed among the shareholders. However, the shareholders may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of the reserve, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

### **Winding-up - Liquidation**

**Art. 20.** The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be attributed to the shareholders at the pro-rata of their participation in the share capital of the company.

A sole shareholder can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation, assuming personally the payment of all the assets and liabilities, known or unknown of the Company.

### **Applicable Law**

**Art. 21.** The laws here above mentioned in article 1st shall apply in so far as these Articles of Incorporation do not provide for the contrary.

#### **Art. 22. Definitions.**

Class A Interim 2007 Accounts Means the Interim Accounts for the repurchase and cancellation of the Class A Preferred Shares

Class B Interim 2008 Accounts Means the Interim Accounts for the repurchase and cancellation of the Class B Preferred Shares

Class C Interim 2009 Accounts Means the Interim Accounts for the repurchase and cancellation of the Class C Preferred Shares

Class D Interim 2010 Accounts Means the Interim Accounts for the repurchase and cancellation of the Class D Preferred Shares

Class E Interim 2011 Accounts Means the Interim Accounts for the repurchase and cancellation of the Class E Preferred Shares

Class F Interim 2012 Accounts Means the Interim Accounts for the repurchase and cancellation of the Class F Preferred Shares

Class G Interim 2013 Accounts Means the Interim Accounts for the repurchase and cancellation of the Class G Preferred Shares

Class H Interim 2014 Accounts Means the Interim Accounts for the repurchase and cancellation of the Class H Preferred Shares

Class I Interim 2015 Accounts Means the Interim Accounts for the repurchase and cancellation of the Class I Preferred Shares

Class Period Means Class A Period, Class B Period, Class C Period, Class D Period, Class E Period, Class F Period, Class G Period, Class H Period and Class I Period

Available Amount Means total amount of net profits of the Company (including carried forward profits but (i) less the results, if positive, of any losses (including carried forward losses) expressed as a positive minus any freely distributable share premium and other freely distributable reserves and (ii) less any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles) determined on the basis of the Interim Accounts relating to the relevant Class Period (or New Period, as the case may be)

Interim Accounts Means the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date

Interim Account Date Means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant Class of Preferred Shares, provided that such date may not be later than the last day of third month the first year end following the start date of the relevant period.

#### *Transitory measures*

Exceptionally the first financial year shall begin today and end on December 31, 2007.

#### *Subscription - Payment*

All the 1,150 (one thousand one hundred fifty) shares representing the capital have been entirely subscribed by Mr Hans Eckerstrom, and fully paid up in cash, therefore the amount of EUR 57,500.- (fifty seven thousand five hundred euro) is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

#### *Estimate of costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about EUR 1,600.- (thousand six hundred euro).

#### *General Meeting*

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1) Are appointed as class A managers for an undetermined duration

Mrs Noëlla Antoine, chartered accountant, born in Saint-Pierre on January 11, 1969, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;

and

Mrs Ingrid Moinet, chartered accountant, born in Bastogne on December 5, 1975, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;

and

Mrs Pascale Nutz, chartered accountant, born in Douarnenez on July 7, 1969, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

In accordance with article twelve of the by-laws, the company shall be bound by the individual signature of any class A manager (the class B managers not having the power to bind the Company under their signature without special authorisations by the board of manager or through a power of attorney of a class A manager).

2) The Company shall have its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above appearing person, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

In faith of which we, the undersigned notary have set hand and seal in Luxembourg City, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder, said person signed with Us, the Notary, the present original deed.

#### **Traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille sept, le vingt et un novembre

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Monsieur Hans Eckerstrom, né à Karlskoga (Suède) le 16 février 1972, résidant à Norrstigen 44, SE-181 31 Lidingo, Suède.

Fondateur ici représenté par Madame Ingrid Moinet en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée le 7 novembre 2007.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lequel a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

### Dénomination - Siège - Objet - Durée

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est constitué par cet acte une société à responsabilité limitée (la «Société»), régie par les présents statuts et par les lois luxembourgeoises en vigueur, notamment par celles du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, en ce compris l'article 209, du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et du 28 décembre 1992 sur les sociétés unipersonnelles, telles que modifiées.

A tout moment, un associé unique peut s'associer à un ou plusieurs partenaires et, de la même manière, les associés peuvent prendre toutes mesures appropriées pour restaurer le caractère unipersonnel de la société. Aussi longtemps que la Société n'a qu'un seul associé, ce dernier exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée générale des associés.

**Art. 2.** La dénomination de la société sera ERRAKIS S.à r.l.

**Art. 3.** L'objet de la Société est de prendre des participations et des intérêts sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères et d'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière tous titres et droits, tous brevets et licences, et autres propriétés, droits et intérêts de propriété que la Société jugera approprié, et plus généralement les détenir, gérer, développer, les vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées, et en particulier en contrepartie d'actions ou de titres de toute société les acquérant; de prendre part, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres, et d'octroyer à toute société holding, filiale ou filiale apparentée, ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou aux dites holdings, filiales ou filiales apparentées dans lesquelles la Société a un intérêt direct ou indirect, tous concours, prêts, avances ou garanties; d'emprunter et de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée; enfin de mener à bien toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les activités prédécrites aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

**Art. 4.** Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision modificatrice des statuts. Le siège social pourra être transféré dans la commune par décision de la gérance.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales, au Luxembourg et à l'étranger.

Au cas où la gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par la gérance.

**Art. 5.** La Société est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 6.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

**Art. 7.** Les créanciers, représentants, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées.

### Capital - Parts sociales

**Art. 8.** Le capital de la Société est de cinquante-sept mille cinq cents euros (EUR 57.500,-), représenté par deux cent cinquante parts sociales ordinaires (250) (les «Parts Sociales Ordinaires»), cent (100) parts sociales préférentielles de classe A (les «Parts Sociales Préférentielles de Classe A»), cent (100) parts sociales préférentielles de classe B (les «Parts Sociales Préférentielles de Classe B»), cent (100) parts sociales préférentielles de classe C (les «Parts Sociales Préférentielles de Classe C»), cent (100) parts sociales préférentielles de classe D (les «Parts Sociales Préférentielles de Classe D»), cent (100) parts sociales préférentielles de classe E (les «Parts Sociales Préférentielles de Classe E»), cent (100) parts sociales préférentielles de classe F (les «Parts Sociales Préférentielles de Classe F»), cent (100) parts sociales préférentielles de classe G (les «Parts Sociales Préférentielles de Classe G»), cent (100) parts sociales préférentielles de classe H (les «Parts Sociales Préférentielles de Classe H»), cent (100) parts sociales préférentielles de classe I (les «Parts Sociales Préférentielles de Classe I») et ensemble avec les Parts Sociales Préférentielles de Classes A, les Parts Sociales Préférentielles de Classe B, les Parts Sociales Préférentielles de Classe C, les Parts Sociales Préférentielles de Classe D, les Parts Sociales Préférentielles de Classe E, les Parts Sociales Préférentielles de Classe F, les Parts Sociales Préférentielles de Classe G, les Parts Sociales Préférentielles de Classe H, («les Parts Sociales Préférentielles») et ensemble avec les Parts Sociales Ordinaires, les «parts sociales»), étant un total de mille cent cinquante (1.150) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 50,- (cinquante euros) chacune. Le capital social de la société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés décidant à la majorité requise pour la modification de ces statuts.

**Art. 9.** Chaque part sociale confère un droit de vote identique lors des prises de décisions et chaque associé dispose d'un droit de vote proportionnel à sa participation dans le capital. Sauf si autrement prévu dans les présents statuts, chaque part sociale est de même rang que tout autre et confèrera à son propriétaire des droits égaux dans toute distribution de dividende.

**Art. 10.**

10.1 Le capital social de la Société peut être réduit par l'annulation de parts sociales notamment par l'annulation d'une ou plusieurs classe(s) entières de Parts Sociales Préférentielles par le rachat ou l'annulation de toutes les Parts Sociales Préférentielles émises dans cette/ces Classe(s).

10.2 Au cas où le capital est réduit par le rachat ou l'annulation d'une ou de plusieurs Classe(s) de Parts Sociales Préférentielles, les détenteurs de Parts Sociales Préférentielles de la ou des Classe(s) rachetées ou annulées devra recevoir de la Société un montant égal à la Valeur d'Annulation par Action (tel que défini plus bas) pour toute Part Sociale Préférentielle de la Classe concernée qu'ils détiennent et qui a été annulée.

10.3 Chaque Classe de Parts Sociales Préférentielles donne droit à son détenteur pro rata à sa détention dans cette classe, en cas de rachat de cette classe, au Montant Disponible pour la période concernée à laquelle la classe se rattache suivant les présents statuts

10.3.1. La Période pour les Parts Sociales Préférentielles de Classe A est la période débutant du jour de la constitution de la société et se terminant à la Date Comptable Intérimaire pour les Comptes Intérimaires de Classe A 2007 (la «Période Classe A»);

10.3.2 La Période pour les Parts Sociales Préférentielles de Classe B est la période débutant le jour après la Période Classe A et se terminant à la Date Comptable Intérimaire pour les Comptes Intérimaires de Classe B 2008 (la «Période Classe B»);

10.3.3 La Période pour les Parts Sociales Préférentielles de Classe C est la période débutant le jour après la Période Classe B et se terminant à la Date Comptable Intérimaire pour les Comptes Intérimaires de Classe C 2009 (la «Période Classe C»);

10.3.4 La Période pour les Parts Sociales Préférentielles de Classe D est la période débutant le jour après la Période Classe C et se terminant à la Date Comptable Intérimaire pour les Comptes Intérimaires de Classe D 2010 (la «Période Classe D»);

10.3.5 La Période pour les Parts Sociales Préférentielles de Classe E est la période débutant le jour après la Période Classe D et se terminant à la Date Comptable Intérimaire pour les Comptes Intérimaires de Classe E 2011 (la «Période Classe E»);

10.3.6 La Période pour les Parts Sociales Préférentielles de Classe F est la période débutant le jour après la Période Classe E et se terminant à la Date Comptable Intérimaire pour les Comptes Intérimaires de Classe F 2012 (la «Période Classe F»);

10.3.7 La Période pour les Parts Sociales Préférentielles de Classe G est la période débutant le jour après la Période Classe F et se terminant à la Date Comptable Intérimaire pour les Comptes Intérimaires de Classe G 2013 (la «Période Classe G»);

10.3.8 La Période pour les Parts Sociales Préférentielles de Classe H est la période débutant le jour après la Période Classe G et se terminant à la Date Comptable Intérimaire pour les Comptes Intérimaires de Classe H 2014 (la «Période Classe H»);

10.3.9 La Période pour les Parts Sociales Préférentielles de Classe I est la période débutant le jour après la Période Classe H et se terminant à la Date Comptable Intérimaire pour les Comptes Intérimaires de Classe I 2015 (la «Période Classe I»);

10.3.10 Pour éviter tout doute, s'il n'y a pas eu de Date Comptable Intérimaire pour une certaine Classe, la Période de cette Classe se terminera le dernier jour du troisième mois suivant la première clôture annuelle de la date de début de la Période de la Classe concernée.

10.4 Pour le cas où une Classe de Parts Sociales Préférentielles n'a pas été rachetée et annulée endéans la Période de la Classe concernée, les détenteurs de cette classe obtiendront le droit, en cas de rachat ou d'annulation de la classe concernée, au Montant Disponible pour une nouvelle période (la «Nouvelle Période») qui débutera à la date après la dernière Période d'une Classe (ou le cas échéant la Nouvelle Période immédiatement précédente d'une autre Classe) et se termine à la Date Comptable Intérimaire des Comptes Intérimaires préparés pour le rachat et l'annulation d'une telle Classe de Parts Sociales Préférentielles, pourvu que s'il n'a pas de Date Comptable Intérimaire d'une telle Classe, la Période de cette Classe se terminera le dernier jour du troisième mois suivant la fin de la première année après la date de début de telle Nouvelle Période. La première Nouvelle Période débutera à la date après la Période de la Classe D et les Classes de Parts Préférentielles non rachetées et non annulées pendant leur Période comme prévu par les articles 10.3.1 à 10.3.9 viendront dans l'ordre de Classe A à Classe I (dans la mesure où elles n'ont pas été rachetées ou annulées auparavant).

10.5 En cas de rachat d'une Classe de Parts Sociales Préférentielles, les détenteurs de cette Classe de Parts Sociales Préférentielles recevront la Valeur d'Annulation par Part calculée de la façon suivante: (i) valeur nominale par Part Sociale



Préférentielle à annuler plus Montant Disponible (ii) divisé par le Nombre de Parts Sociales Préférentielles émises dans la Classe à racheter et annuler.

Toute modification du présent article 10 devra être soumise à la décision de l'unique détenteur de Parts Sociales (le cas échéant) ou à la décision unanime de l'assemblée générale des associés qui devra se tenir avec un quorum de 100% de toutes les parts sociales émises.

**Art. 11.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Les parts sont indivisibles à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

### Gérance

**Art. 12.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Ils sont élus et révoqués par une simple décision prise à la majorité par l'assemblée générale des associés, laquelle détermine leurs pouvoirs et la durée de leur mandat. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont élus pour une durée indéterminée. Les gérants pourront être réélus et leur nomination pourra être révoquée avec ou sans raison (ad nutum) à tout moment.

Au cas où il y aurait plus d'un gérant, les gérants constituent un conseil de gérance. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer les unes avec les autres. Une réunion du conseil de gérance pourra aussi à tout moment être tenue uniquement par l'intermédiaire d'une conférence téléphonique ou des moyens similaires. La participation ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation physique à une telle réunion ou à la tenue d'une réunion en personne. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Une convocation écrite à toute réunion du conseil de gérance devra être donnée au gérant au moins vingt-quatre heures à l'avance quant à la date fixée pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les raisons de l'urgence devront être mentionnées dans la convocation. La convocation pourra être omise en cas d'accord de chaque gérant donné par écrit, par câble, télégramme, télex, e-mail ou télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas nécessaire pour la réunion d'un conseil qui se tiendra à l'heure et au lieu déterminés dans une résolution adoptée préalablement par le conseil de gérance.

L'assemblée générale des associés pourra décider de nommer des gérants de deux classes différentes, les gérants de classe A et les gérants de classe B. Une telle classification de gérants devra être dûment enregistrée avec le procès-verbal de l'assemblée concernée et les gérants devront être identifiés en ce qui concerne la classe à laquelle ils appartiennent.

Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises par un vote favorable pris à la majorité des gérants de la Société. Cependant, au cas où l'assemblée générale des associés aurait nommé différentes classes de gérants (à savoir des gérants de classe A et des gérants de classe B), toute résolution du conseil de gérance ne pourra être valablement prise que si elle est approuvée par la majorité des gérants, y inclus au moins un gérant de classe A (y compris par voie de représentation).

Le conseil de gérance pourra également, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie de circulaires exprimant son approbation par écrit, par câble ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. L'intégralité formera les documents circulaires prouvant une fois dûment exécutés l'existence de la résolution. Les résolutions des gérants, y inclus les résolutions circulaires, pourront être certifiées ou un extrait pourra être émis sous la signature individuelle de tout gérant.

La Société sera engagée par la signature individuelle d'un seul gérant, en cas de gérant unique et en cas d'un conseil de gérance, par la signature conjointe de deux gérants, étant entendu cependant que si l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B), la Société ne sera valablement engagée que par la signature d'un gérant de classe A (y compris par voie de représentation) (les gérants de Classe B n'ayant pas le pouvoir d'engager la société par leur signature sans autorisation spéciale délivrée par le conseil de gérance ou par un mandat spécial d'un gérant de Classe A). Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la seule signature de toute(s) personne(s) à qui des pouvoirs de signature ont été délégués par le gérant unique (s'il n'y en a qu'un), ou, le cas échéant, par le conseil de gérance ou deux des gérants ou, en cas de classes de gérants, par un gérant de classe A.

**Art. 13.** Un gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple agent, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

### Décisions des associés

**Art. 14.** Les décisions des associés sont prises en assemblées générales.

Toutefois, la tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à vingt-cinq. Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, expressément formulées et émettra son vote par écrit, transmis par courrier ordinaire, électronique ou télécopie.

**Art. 15.** Les résolutions ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée, une seconde assemblée sera immédiatement convoquée par lettre recommandée.

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions seront adoptées à la majorité des associés votant quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Toute assemblée se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit que la gérance déterminera.

Un associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 relatives aux sociétés à responsabilité limitée.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

### Exercice social - Comptes annuels

**Art. 16.** L'exercice social commence le premier janvier et se termine le 31 décembre.

**Art. 17.** Chaque année, endéans les 4 (quatre) mois suivant le 31 décembre, la gérance établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes actives et passives, avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements, ainsi que les dettes des gérants et associés envers la société.

Au même moment la gérance préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée ensemble avec le bilan.

**Art. 18.** Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

**Art. 19.** L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale. Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net est distribué entre les associés.

Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la loi, décider qu'après déduction de la réserve légale, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

Les associés pourront décider de verser des dividendes intérimaires sur base des relevés de compte préparés par le gérant, ou le cas échéant par le conseil de gérance, démontrant que des fonds suffisant sont disponibles pour permettre une distribution, étant entendu que le montant distribué ne pourra excéder les profits réalisés depuis la fin du dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et sommes devant être affectées à la réserves légale.

Le compte prime d'émission pourra être distribué aux associés après décision de l'assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés pourra décider d'allouer un montant quelconque du compte prime d'émission au compte réserve légale.

### Dissolution - Liquidation

**Art. 20.** Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés au pro rata de leur participation dans le capital de la Société.

Un associé unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

### Loi applicable

**Art. 21.** Les lois mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'est pas dérogé par les présents statuts.

### Art. 22. Définitions.

Comptes Intérimaires 2007 Classe A Signifie les Comptes Intérimaires pour le rachat et l'annulation des Parts Sociales Préférentielles de Classe A

Comptes Intérimaires 2008 Classe B Signifie les Comptes Intérimaires pour le rachat et l'annulation des Parts Sociales Préférentielles de Classe B

Comptes Intérimaires 2009 Classe C Signifie les Comptes Intérimaires pour le rachat et l'annulation des Parts Sociales Préférentielles de Classe C

Comptes Intérimaires 2010 Classe D Signifie les Comptes Intérimaires pour le rachat et l'annulation des Parts Sociales Préférentielles de Classe D

Comptes Intérimaires 2011 Classe E Signifie les Comptes Intérimaires pour le rachat et l'annulation des Parts Sociales Préférentielles de Classe E

Comptes Intérimaires 2012 Classe F Signifie les Comptes Intérimaires pour le rachat et l'annulation des Parts Sociales Préférentielles de Classe F

Comptes Intérimaires 2013 Classe G Signifie les Comptes Intérimaires pour le rachat et l'annulation des Parts Sociales Préférentielles de Classe G

Comptes Intérimaires 2014 Classe H Signifie les Comptes Intérimaires pour le rachat et l'annulation des Parts Sociales Préférentielles de Classe H

Comptes Intérimaires 2015 Classe I Signifie les Comptes Intérimaires pour le rachat et l'annulation des Parts Sociales Préférentielles de Classe I

Période de Classe ou Période Signifie Période de Classe A, Période de Classe B, Période de Classe C, Période de Classe D, Période de Classe E, Période de Classe F, Période de Classe G, Période de Classe H et Période de Classe I

Montant Disponible Signifie le montant total des profits nets de la Société (incluant les profits reportés mais (i) moins le résultat, si positif, de toute perte (incluant les pertes reportées) exprimé comme positif, moins toutes prime d'émission librement distribuable et d'autres réserves librement distribuables et (ii) moins toutes sommes qui devront être placées en réserve(s) suivant les exigences de la loi ou des statuts) déterminées sur base des Comptes Intérimaires afférent à la Période de Classe pertinente (ou Nouvelle Période, le cas échéant)

Comptes Intérimaires Signifie les Comptes Intérimaires de la Société à la Date Comptable Intérimaire pertinente

Date Comptable Intérimaire Signifie la date pas plus tôt que huit (8) jours avant la date du rachat et de l'annulation de la Classe pertinente de Parts Sociales Préférentielles, pourvu que cette date ne peut être postérieure au dernier jour du troisième mois après la fin de la première année suivant le début de la date de la période pertinente.

#### *Disposition transitoire*

Exceptionnellement le premier exercice commencera le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2007.

#### *Souscription - Libération*

Les 1.150 (mille cent cinquante) parts sociales représentant l'intégralité du capital social ont toutes été souscrites par Monsieur Hans Eckerstrom, et ont été intégralement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de EUR 57.500,- (cinquante-sept mille cinq cent euro) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

#### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ EUR 1.600,- (mille six cents euro).

#### *Assemblée Générale*

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant précité, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1) Sont nommées gérants de classe A pour une durée indéterminée:

Madame Noëlla Antoine, expert comptable, née le 11 janvier 1969 à Saint-Pierre, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;

Et

Madame Ingrid Moinet, expert-comptable, née le 5 décembre 1975 à Bastogne, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;

Et

Madame Pascale Nutz, expert-comptable, née le 7 juillet 1969 à Douarnenez, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Conformément à l'article 12 des statuts, la Société se trouvera engagée par la seule signature d'un de ses gérants de classe A (les gérants de Classe B n'ayant pas le pouvoir d'engager la société par leur signature sans autorisation spéciale délivrée par le conseil de gérance ou par un mandat spécial d'un gérant de Classe A).

2) Le siège social de la Société est établi au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent qu'à la requête de la personne comparante les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, il a signé avec nous notaire la présente minute.

Signé: I. Moinet, M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, le 23 novembre 2007, LAC/2007/37086. — Reçu 575 euros.

Pour le Receveur (signé): R. Jungers.

Pour copie conforme délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 décembre 2007.

M. Schaeffer.

Référence de publication: 2007143833/5770/585.

(070167102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

---

**GTD Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 131.587.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 5 décembre 2007.

P. Bettingen

Notaire

Référence de publication: 2007143892/202/12.

(070167516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

---

**Lux Lettering S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6450 Echternach, 21, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 90.530.

Les comptes annuels établis au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2007.

Pour LUX LETTERING S.à r.l.

FIDUCIAIRE SOCOFISC S.A.

Signature

Référence de publication: 2007143624/745/16.

Enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2007, réf. LSO-CK07417. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070166761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2007.

---

**Negus Immo S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 67.741.

Le bilan au 30 septembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 octobre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007143896/312/12.

Enregistré à Luxembourg, le 4 décembre 2007, réf. LSO-CL00939. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070167586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

---

**R&M Trockenbau S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6684 Mertert, 7, rue du Parc.

R.C.S. Luxembourg B 119.494.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 décembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007143901/8382/12.

Enregistré à Luxembourg, le 7 décembre 2007, réf. LSO-CL02080. - Reçu 93 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070167436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

**ICGS-Gemco S.à r.l., Société à responsabilité limitée,****(anc. Famissol S.à r.l.).**

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 127.668.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 5 décembre 2007.

P. Bettingen

Notaire

Référence de publication: 2007143894/202/13.

(070167451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

**Neckar CA S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 111.901.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch,  
en date du 29 septembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 416 du 25 février 2006.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de  
Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007144124/6773/17.

Enregistré à Luxembourg, le 5 décembre 2007, réf. LSO-CL01224. - Reçu 38 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070167184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

**Solvay Finance (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 39.650.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Eich, le 5 décembre 2007.

Pour la société

P. Decker

Notaire

Référence de publication: 2007143889/206/13.

(070167236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

**Rynda en Primeur S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.  
R.C.S. Luxembourg B 120.909.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 5 décembre 2007.

P. Bettingen

Notaire

Référence de publication: 2007143891/202/12.

(070167199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

**GTD Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. MobileMedia Holdings S.à r.l.).**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 131.587.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 5 décembre 2007.

P. Bettingen

Notaire

Référence de publication: 2007143893/202/13.

(070167498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

**Syndicat pour la protection des Sites et Eaux de la Haute-Sûre, Association sans but lucratif.**

Siège social: Goebelsmuhle,  
R.C.S. Luxembourg F 6.621.

**DISSOLUTION**

*Procès-verbal de l'assemblée générale du samedi, 10 novembre 2007 à 11.30 heures à Dirbach/Goebelsmuhle  
prononçant la dissolution de l'association*

Présents:

- Monsieur Emile Agnes, cultivateur e.r., demeurant à Tadler
- Monsieur Emile Salentiny, cultivateur e.r., demeurant à Goesdorf
- Monsieur Jean Bodeving-Gengler, pensionné, demeurant à Beckerich, représenté par Monsieur Raymond Arend, Wiltz, suivant procuration du 5 novembre 2007
- Monsieur Michel Frost, fonctionnaire e.r., demeurant à Wiltz, Président du club «Pêcheurs Ardennais», Wiltz

Absent:

Monsieur Nicolas Leyder, retraité, demeurant à Warken

en présence de Madame Alice Koob-Glaesener, secrétaire de la commune de Bourscheid, demeurant à Bourscheid

Conformément aux statuts de l'association sans but lucratif SYNDICAT POUR LA PROTECTION DES SITES ET EAUX DE LA HAUTE-SÛRE, les membres se sont réunis en assemblée générale, appelée à se prononcer sur la dissolution de l'association, inactive depuis plusieurs décennies.

1. Désignation d'un Président.

Les membres prient unanimement Monsieur Michel Frost, préqualifié, d'assurer la présidence de cette assemblée générale.

2. Contrôle des présences

L'assemblée constate que quatre des cinq membres encore vivants sont présents ou représentés, de sorte que la majorité de deux tiers des membres requis par l'article 20 de la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif pour prononcer la dissolution de l'association, est atteinte.

3. Décision sur la dissolution de l'association

L'assemblée décide à l'unanimité des membres présents la dissolution de l'association avec effet immédiat.

4. Décision sur l'affectation de l'actif



Conformément au chapitre VII. des statuts - Dissolution - l'actif net sera affecté à une institution dont l'objet se rapproche le plus à celui de la présente association ou à une œuvre d'utilité générale. L'assemblée décide à l'unanimité des membres présents d'affecter l'actif net à l'Office social de la commune de Bourscheid.

#### 5. Nomination du liquidateur et détermination de ses pouvoirs

L'assemblée désigne unanimement Madame Koob-Glaesener Alice, préqualifiée, comme liquidateur, chargé de remplir les formalités administratives en relation avec cette dissolution, de payer tous les frais y relatifs et de verser l'actif net à l'Office social de la commune de Bourscheid.

Ainsi décidé, lieu et date que dessus.

Signatures.

Référence de publication: 2007144180/801006/43.

Enregistré à Diekirch, le 28 novembre 2007, réf. DSO-CK00285. - Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(070167520) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

### **German Private Equity Partners, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 133.978.

#### — STATUTEN

Im Jahre zweitausendsieben, den fünften November.

Vor der unterzeichneten Notarin Martine Schaeffer, mit Amtswohnsitz in Luxemburg.

Erschien:

OPPENHEIM ASSET MANAGEMENT SERVICES S.à r.l., hier vertreten durch Max von Frantzius, wohnhaft in Hesperange, Luxemburg, und Claudia Ploss, wohnhaft in Luxemburg-Stadt, Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg, am 5. November 2007.

Die Vollmacht, ordnungsgemäß durch die Bevollmächtigten der Erschienenen und der Notarin unterzeichnet, bleibt dieser Urkunde beigefügt, um mit derselben registriert zu werden. Die Erschienene hat die unterzeichnete Notarin durch ihre Bevollmächtigten gebeten, die Satzung einer «Société d'investissement à capital variable-fonds d'investissement spécialisé», die sie hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden:

#### **Titel I. Definitionen - Name - Gesellschaftszweck - Dauer - Sitz**

##### **Art. 1. Definitionen.**

- **Investmentmanager** bezeichnet eine Gesellschaft, die mit der Verwaltung der Vermögenswerte der Gesellschaft betraut ist;
- **Anlageberater** bezeichnet eine Gesellschaft oder Person, welche dem Investmentmanager oder der Gesellschaft nicht bindende Anlagevorschläge unterbreitet.
- **Aktien** bezeichnen die Anteile der Gesellschaft; die Aktien werden in der Form von Namensaktien ohne Aktienzertifikate ausgegeben. Alle Aktien müssen voll einbezahlt sein;
- **Aktionäre** bezeichnet diejenigen Personen, welche Aktien am Kapital der Gesellschaft erworben haben;
- **Bankarbeitstag** bezeichnet einen Tag, an dem die Banken für Geschäfte in Luxemburg geöffnet sind.;
- **Bewertungstag** bezeichnet den letzten Bankarbeitstag in einem Kalenderquartal, der Bankarbeitstag in Luxemburg ist;
- **Depotbank** bezeichnet die Depotbank der Gesellschaft im Sinne des Gesetzes von 2007, die eine Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor ist;
- **Generalversammlung** bezeichnet die Gesellschafterversammlung der Aktionäre;
- **Geregelter Markt** bezeichnet einen geregelten Markt wie in der Richtlinie des Rates 93/22/EWG vom 10. Mai 1993 über Wertpapierdienstleistungen («Richtlinie 93/22/EWG») in der aktuellen Fassung definiert, das heißt ein Markt, der in der von jedem Mitgliedstaat aufgestellten Liste der geregelten Märkte aufgeführt ist, dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, der dadurch charakterisiert ist, dass von zuständigen Behörden herausgegebene oder genehmigte Regelungen die Bedingungen für den Betrieb des Marktes, die Bedingungen für den Zugang zu dem Markt und die Bedingungen, die von einem Finanzinstrument zu erfüllen sind, damit es am Markt effektiv gehandelt werden kann, festlegen, wobei verlangt wird, dass alle Berichts- und Transparenzvorschriften nach Richtlinie 93/22/EWG eingehalten werden;
- **Gesellschaft** bezeichnet die GERMAN PRIVATE EQUITY PARTNERS SICAV;
- **Gesetz von 1915** bezeichnet das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, in seiner jeweils gültigen Fassung;

- **Gesetz von 2007** bezeichnet das Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds, in seiner jeweils gültigen Fassung;

- **Nettoinventarwert** bezeichnet den Wert der Vermögensgegenstände der Gesellschaft gemindert um deren Verbindlichkeiten, berechnet wie in Artikel 10 der Satzung beschrieben;

- **Prospekt** bezeichnet den Verkaufsprospekt der Gesellschaft, in seiner jeweils gültigen Fassung;

- **Sachkundiger Anleger** bezeichnet einen Anleger, welcher im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes von 2007 als Sachkundiger Anleger gilt. Sachkundige Anleger sind institutionelle Anleger, professionelle Anleger und jeder andere Anleger, der die folgenden Voraussetzungen erfüllt:

Er hat schriftlich sein Einverständnis zu seiner Einordnung als Sachkundiger Anleger erklärt, und

- er investiert mindestens 125.000,- EUR, oder

- er verfügt über eine Einstufung seitens eines Kreditinstitutes im Sinne der Richtlinie 2006/48/EG, eines Wertpapierunternehmens im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG oder einer Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2001/107/EG, welche ihm seinen Sachverstand, seine Erfahrung und die Kenntnisse bescheinigt, um auf angemessene Weise eine Anlage in einen Spezialfonds einschätzen zu können.

Der Verwaltungsrat kann jederzeit beschließen, eine oder mehrere Kategorien von Anlegern aus dem Bereich der Sachkundigen Anleger auszuschließen (um z. B. ausschließlich institutionelle Anleger zuzulassen);

- **Satzung** bezeichnet die Satzung der Gesellschaft.

**Art. 2. Name.** Die Gesellschaft ist eine Aktiengesellschaft nach luxemburgischem Recht («société anonyme») in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital, strukturiert als spezialisierter Investmentfonds («société d'investissement à capital variable-fonds d'investissement spécialisé») unter dem Namen GERMAN PRIVATE EQUITY PARTNERS.

Die Gesellschaft besitzt eine eigene Rechtspersönlichkeit.

**Art. 3. Gesellschaftszweck.** Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage ihres Vermögens in Eigenkapital- und eigenkapitalähnlichen Beteiligungen aller Art, insbesondere die Beteiligung an Private Equity mit dem Zweck, die Anlagerisiken zu streuen und ihren Aktionären die Ergebnisse ihres Vermögens zugute kommen zu lassen.

Die Gesellschaft kann ferner jegliche Maßnahmen ergreifen und Geschäfte tätigen, welche der Erfüllung des Gesellschaftszweckes im weitesten zulässigen Sinne im Rahmen des Gesetzes von 2007 und des Prospektes zulässig und dienlich sind.

**Art. 4. Dauer.** Die Gesellschaft ist auf bestimmte Zeit bis einschliesslich zum 31. Dezember 2019 errichtet. Die Gesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung jederzeit vorzeitig aufgelöst werden oder über den 31. Dezember 2019 hinaus verlängert werden.

**Art. 5. Sitz.** Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Die Adresse des Gesellschaftssitzes kann durch Beschluss des Verwaltungsrates innerhalb der Gemeinde des Gesellschaftssitzes verlegt werden. Der Sitz kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung in jede andere Ortschaft des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, Zweigstellen, Tochtergesellschaften oder andere Büros im Großherzogtum Luxemburg zu errichten.

Falls der Verwaltungsrat feststellt, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche, soziale oder militärische Entwicklungen stattgefunden haben oder bevorstehen, welche die normale Geschäftsabwicklung der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder die reibungslose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen, kann er bis zur vollständigen Beendigung dieser anormalen Umstände den Sitz der Gesellschaft vorübergehend ins Ausland verlegen. Die Nationalität der Gesellschaft bleibt von dieser vorübergehenden Sitzverlegung unberührt.

## Titel II. - Gesellschaftskapital - Aktien - Nettoinventarwert

**Art. 6. Gesellschaftskapital.** Das Gesellschaftskapital wird durch Aktien ohne Nennwert in Form von Namensaktien repräsentiert und entspricht zu jeder Zeit dem Nettoinventarwert der Aktien der Gesellschaft gemäß Artikel 10 der Satzung. Das Gründungskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (31.000,- EUR). Das Mindestkapital der Gesellschaft beträgt eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000,- EUR) und muss innerhalb von zwölf Monaten nach Genehmigung der Gesellschaft als spezialisierter Investmentfonds nach Luxemburger Recht erreicht werden.

Der Erlös aus der Ausgabe von Aktien (abzüglich einer eventuellen Verkaufsprovision (Ausgabeaufschlag)) wird nach Vorgabe des Verwaltungsrates unter Berücksichtigung der in Artikel 17 dieser Satzung festgelegten Anlagepolitik und maßgeblichen Anlagebeschränkungen investiert.

Vorbehaltlich der Bestimmungen des letzten Satzes des Absatzes 1 dieses Artikels darf der Verwaltungsrat jederzeit und unbegrenzt weitere voll eingezahlte Aktien der Gesellschaft ausgeben, ohne den alten Aktionären insofern ein Bezugsrecht auf die zusätzlich auszugebenden Aktien einräumen zu müssen. Der Verwaltungsrat darf jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden Angestellten der Gesellschaft oder andere Personen ermächtigen, Zeichnungen anzunehmen und den Ausgabepreis für die neuen Aktien entgegenzunehmen.

Die Jahresberichte der Gesellschaft werden in der dem Gesellschaftskapital entsprechenden Währung, d. h. in Euro, aufgestellt. Zur Bestimmung des Gesellschaftskapitals wird das Nettovermögen der Gesellschaft, welches nicht in Euro ausgedrückt ist, rechnerisch in Euro umgewandelt.

**Art. 7. Teilfonds.** Die Gesellschaft kann jederzeit Teilfonds im Sinne von Artikel 71 des Gesetzes von 2007 auflegen, deren Anlageziele oder Basiswährung sich voneinander unterscheiden. Im Falle einer Auflegung neuer Teilfonds wird der Prospekt entsprechend aktualisiert.

Die Rechte der Anleger und Gläubiger im Hinblick auf einen Teilfonds oder die Rechte, die im Zusammenhang mit der Gründung, der Verwaltung oder der Liquidation eines Teilfonds stehen, beschränken sich auf die Vermögenswerte dieses Teilfonds. Die Vermögenswerte eines Teilfonds haften ausschließlich im Umfang der Anlagen der Anleger dieses Teilfonds und im Umfang der Forderungen derjenigen Gläubiger, deren Forderungen bei Gründung des Teilfonds, im Zusammenhang mit der Verwaltung oder der Liquidation dieses Teilfonds entstanden sind.

Im Verhältnis der Aktionäre untereinander wird jeder Teilfonds als eigenständige Einheit behandelt.

Aktionäre können jederzeit den Umtausch ihrer Aktien eines Teilfonds in Aktien eines anderen Teilfonds zum Nettoinventarwert der betroffenen Aktien verlangen.

Der Umtausch von Aktien eines Teilfonds in Aktien eines anderen Teilfonds erfolgt ohne Umtauschzuschlag, wobei die tatsächlichen Kosten des Umtausches bis zu einem maximalen Prozentsatz, der in diesem Fall im Prospekt normiert ist, in Rechnung gestellt werden können. Nach dem Umtausch verbleibende Restwerte, die keine ganzen Aktien ergeben, werden dem jeweiligen Aktionär in bar ausgezahlt. Die Gesellschaft kann Beschränkungen derartiger Transaktionen erlassen, wobei derzeit keine bestehen.

Jeder Teilfonds kann durch Beschluss der Generalversammlung einzeln liquidiert werden, ohne dass dies die Liquidation eines anderen Teilfonds zur Folge hat. Nur die Liquidation des letzten verbleibenden Teilfonds führt automatisch auch zur Liquidation der Gesellschaft. Liquidationserlöse, die nach Abschluss des Liquidationsverfahrens nicht von Aktionären eingezogen worden sind, werden, sofern gesetzlich erforderlich, in Euro konvertiert und von der Depotbank für Rechnung der berechtigten Aktionäre bei der Caisse de Consignation in Luxemburg hinterlegt. Diese Beträge verfallen, sofern sie dort nicht innerhalb der gesetzlichen Frist angefordert werden.

**Art. 8. Form und Übertragung der Aktien.** Die Aktien der Gesellschaft können ausschließlich von Sachkundigen Anlegern erworben werden.

Alle ausgegebenen Aktien der Gesellschaft werden in ein Aktienregister eingetragen, das von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren hierfür von der Gesellschaft beauftragten Personen geführt wird. In das Register wird entsprechend den Angaben gegenüber der Gesellschaft der Name jedes Aktionärs, sein ständiger oder gewählter Wohnsitz und die Zahl der von ihm gehaltenen Aktien eingetragen. Die Gesellschaft gibt keine Aktienzertifikate aus.

Die Übertragung von Aktien erfolgt durch schriftliche Erklärung, die in das Aktienregister einzutragen ist und von dem Übertragenden und dem Empfänger oder von entsprechend bevollmächtigten Personen datiert und unterzeichnet werden muss. Die jeweilige Eintragung ist durch ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrats oder durch eine oder mehrere sonstige ordnungsgemäß vom Verwaltungsrat hierzu ermächtigte(n) Person(en) zu unterzeichnen.

Aktionäre müssen der Gesellschaft eine Anschrift mitteilen, an die sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen zu senden sind. Diese Anschrift ist im Aktienregister zu vermerken. Bei Miteigentum an den Aktien wird nur eine Anschrift eingetragen.

Sofern ein Aktionär keine Anschrift angibt, kann die Gesellschaft einen entsprechenden Vermerk in das Aktienregister eintragen lassen. Als Anschrift des Aktionärs gilt in diesem Fall die Anschrift des eingetragenen Sitzes der Gesellschaft beziehungsweise jede andere von der Gesellschaft eingetragene Anschrift, und zwar solange, bis der Aktionär der Gesellschaft eine Anschrift mitteilt. Ein Aktionär kann zu jeder Zeit durch eine schriftliche Mitteilung beantragen, die im Aktienregister eingetragene Anschrift zu ändern.

Die Gesellschaft erkennt nur einen Berechtigten pro Aktie an. Sofern eine oder mehrere Aktie(n) im gemeinsamen Eigentum mehrerer Personen steht/stehen oder wenn das Eigentum an (einer) Aktie(n) strittig ist, müssen diese Personen einen Vertreter, der als rechtmäßiger Vertreter dieser Aktie(n) gegenüber der Gesellschaft anzusehen ist, benennen. Bis zur wirksamen Benennung wird die Ausübung der mit den Aktien verbundenen Rechte ausgesetzt.

Berechtigt eine Zahlung einen Zeichner zum Erwerb eines Aktienbruchteils, wird dieser Aktienbruchteil im Aktienregister eingetragen. Aktienbruchteile verleihen kein Stimmrecht. Allerdings ist der Aktionär, soweit die Gesellschaft dies beschließt, anteilig an dem Nettovermögen beteiligt, zum Erhalt anteiliger Ausschüttungen berechtigt und im Falle einer Liquidation der Gesellschaft an dem anteiligen Liquidationserlös zu beteiligen.

**Art. 9. Zeichnungsverpflichtungen, Ausgabe und Rücknahme von Aktien.**

#### *Zeichnungsverpflichtungen*

Anleger können nach den Bestimmungen des Verkaufsprospektes Zeichnungsverpflichtungen (Capital Commitments) eingehen, wobei sie sich verpflichten, den entsprechenden Betrag ganz oder teilweise auf Abruf seitens des Verwaltungsrates (Draw Down) einzuzahlen. Der Verwaltungsrat legt das jeweilige Verfahren im Verkaufsprospekt fest.

Dem Verwaltungsrat steht es zudem frei, bei Draw Downs aufgrund von Zeichnungsverpflichtungen von Investoren, welche zeitlich später als andere Zeichnungsverpflichtungen eingegangen sind, einen Aufschlag zu erheben, welcher diesem

späteren Beitritt eines Investors zum Fonds Rechnung tragen soll, um eine Gleichbehandlung aller Investoren zu gewährleisten («Late Coming Fee»). Die entsprechenden Bestimmungen legt der Verwaltungsrat im Verkaufsprospekt fest.

Bei jedem Draw Down seitens des Verwaltungsrates nach einem Closing werden entsprechend Aktien ausgegeben.

#### *Ausgabe von Aktien*

Alle Aktien des Fonds haben gleiche Rechte. Die Aktien werden vom Verwaltungsrat der Gesellschaft unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank ausgegeben. Die Anzahl der ausgegebenen Aktien und der entsprechenden Aktienscheine ist grundsätzlich nicht beschränkt. Der Verwaltungsrat behält sich jedoch vor, die Ausgabe von Aktien vorübergehend oder vollständig einzustellen; etwa bereits geleistete Zahlungen werden in diesen Fällen unverzüglich erstattet.

Die Aktien können bei der Gesellschaft, der Depotbank, den Zahlstellen oder durch Vermittlung Dritter erworben werden.

Jeder Aktionär kann jederzeit über seine Aktien verfügen und an dritte Sachkundige Anleger privatgeschäftlich veräußern.

#### *Rückgabe von Aktien*

Die Rücknahme der Aktien durch den Fonds ist ausgeschlossen.

**Art. 10. Ausgabepreis.** Zur Errechnung des Ausgabepreises ermittelt die Gesellschaft unter Aufsicht der Depotbank den Wert der zu dem Fonds gehörenden Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten des Fonds (der «Nettoinventarwert») an jedem Bewertungstag und teilt ihn durch die Zahl der ausgegebenen Aktien (der «Nettoinventarwert pro Aktie»).

Dabei werden:

(a) Unternehmensanteile (Private Equity) nach einem marktüblichen Verfahren zum fairen Marktpreis (Fair Market Value) bewertet.

(b) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die an einer Börse amtlich notiert sind oder an einem Geregelten Markt bzw. an anderen organisierten Märkten gehandelt werden, zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet;

(c) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind, ebenfalls zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet, sofern die Gesellschaft zur Zeit der Bewertung diesen Kurs für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere veräußert werden können;

(d) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, deren Kurse nicht marktgerecht sind, sowie alle anderen in diesem Artikel nicht gesondert erfassten Vermögenswerte zum wahrscheinlichen Realisierungswert bewertet, der mit Vorsicht und nach Treu und Glauben zu bestimmen ist;

(e) Investmentanteile an OGAW und/oder OGA des offenen Typs zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet;

(f) Anteile an OGAW/OGA des geschlossenen Typs sowie an Beteiligungsgesellschaften («Zielfonds») nach einem marktüblichen Verfahren und grundsätzlich zum Verkehrswert bewertet, es sei denn, an einem Bilanzstichtag liegt eine voraussichtlich dauerhafte Wertminderung vor. Dann ist eine Abschreibung auf den niedrigeren Wert vorzunehmen, der die Wertminderung berücksichtigt. Ein niedriger Wertansatz darf nicht beibehalten werden, wenn die Gründe dafür nicht mehr bestehen;

(g) flüssige Mittel zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet;

(h) Festgelder zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet;

(i) der Liquidationswert von Termingeschäften oder Optionen, die nicht an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, zu deren jeweiligem Nettoliquidationswert bewertet, wie er gemäß den Richtlinien der Gesellschaft auf einer konsistenten für alle verschiedenen Arten von Verträgen angewandt wird; der Liquidationswert von Termingeschäften oder Optionen, welche an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, auf Grundlage der letzten verfügbaren Abwicklungspreise solcher Verträge an den Börsen oder organisierten Märkten, auf welchen diese Termingeschäfte oder Optionen vom Fonds gehandelt werden, berechnet; sofern ein Termingeschäft oder eine Option an einem Tag, an dem der Nettoinventarwert berechnet wird, nicht liquidiert werden kann, wird die Bewertungsgrundlage für einen solchen Vertrag von der Gesellschaft in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt;

(j) Geldmarktinstrumente, die nicht an einer Börse notiert oder an einem anderen Geregelten Markt gehandelt werden und deren Restlaufzeit bei Erwerb weniger als 90 Tage beträgt, grundsätzlich zu Amortisierungskosten bewertet, wodurch dem ungefähren Marktwert entsprochen wird;

(k) Zinsswaps zu ihrem, unter Bezug auf die anwendbare Zinsentwicklung, bestimmten Marktwert bewertet;

(l) nicht auf die Basiswährung des Fonds lautende Vermögenswerte zu den zuletzt im Interbankenmarkt festgestellten und verfügbaren Devisenreferenzkursen in die Basiswährung des Fonds umgerechnet; wenn solche Kurse nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben und nach dem von der Gesellschaft festgelegten Verfahren bestimmt.

Die Gesellschaft darf nach eigenem Ermessen andere Bewertungsmethoden zulassen, wenn sie diese im Interesse einer angemesseneren Bewertung eines Vermögenswertes des Fonds hinsichtlich des voraussichtlichen Realisierungswertes für angebracht hält.

Wenn die Gesellschaft der Ansicht ist, dass der ermittelte Wert der Aktien an einem bestimmten Bewertungstag den tatsächlichen Wert der Aktien des Fonds nicht wiedergibt oder wenn seit der Ermittlung des Aktienwertes beträchtliche Bewegungen an den betreffenden Börsen und/oder Märkten eingetreten sind, kann die Gesellschaft beschließen, den Aktienwert noch am selben Tag zu aktualisieren. Unter diesen Umständen werden alle für diesen Bewertungstag eingegangenen Anträge auf Zeichnung auf der Grundlage des Aktienwerts eingelöst, der unter Berücksichtigung des Grundsatzes von Treu und Glauben aktualisiert worden ist.

**Art. 11. Vorübergehende Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes.** Die Gesellschaft ist berechtigt, die Berechnung des Aktienwerts zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die dies erfordern und sofern die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre gerechtfertigt ist, insbesondere:

(a) während der Zeit, in der eine Börse oder ein anderer Markt, an dem ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds amtlich notiert oder gehandelt wird, geschlossen ist (außer an gewöhnlichen Wochenenden oder Feiertagen) oder der Handel an dieser Börse bzw. an dem entsprechenden Markt ausgesetzt oder eingeschränkt wurde;

(b) in Notlagen, wenn die Gesellschaft über Anlagen eines Teilfonds nicht verfügen kann oder es ihr unmöglich ist, den Gegenwert der gekauften oder verkauften Vermögensgegenstände frei zu transferieren oder die Berechnung des Aktienwertes ordnungsgemäß durchzuführen.

Die Gesellschaft hat den Aktionären die Aussetzung der Aktienwertberechnung, sofern diese länger als drei Bankarbeitstage andauert, unverzüglich in angemessener Weise mitzuteilen. Während der Dauer der Aussetzung der Aktienwertberechnung dürfen Aktionäre ihre Kaufaufträge zurückziehen. Nicht zurückgezogene Kaufaufträge werden mit den bei Wiederaufnahme der Aktienwertberechnung festgestellten Ausgabepreisen abgerechnet.

### **Titel III. - Verwaltung - Aufsicht**

**Art. 12. Verwaltungsrat.** Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft besteht aus mindestens drei Mitgliedern. Die Verwaltungsratsmitglieder brauchen nicht Aktionäre der Gesellschaft zu sein. Der Verwaltungsrat wird von der Generalversammlung bestellt. Die Generalversammlung bestimmt die Dauer der Mandate der Verwaltungsratsmitglieder sowie die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder.

Die Gesamtdauer eines erteilten Mandates eines Verwaltungsratsmitgliedes darf sechs Jahre nicht überschreiten. Die Mitglieder des Verwaltungsrates dürfen wieder gewählt werden. Die Generalversammlung kann die Mitglieder des Verwaltungsrates jederzeit ohne Angabe von Gründen abberufen. Bei Ausfall eines amtierenden Verwaltungsratsmitgliedes können die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates durch Mehrheitsbeschluss ein Verwaltungsratsmitglied wählen, um die freie Stelle kommissarisch bis zur nächsten Generalversammlung zu besetzen.

**Art. 13. Verwaltungsratssitzungen.** Der Verwaltungsrat bestimmt aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und einen Stellvertreter. Bei Gründung der Gesellschaft wird der erste Vorsitzende durch die Generalversammlung bestimmt. Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen. In seiner Abwesenheit wird die Leitung durch den Stellvertreter wahrgenommen. Der Verwaltungsrat kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen erstellt und verwahrt.

Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen. Jedes Mitglied des Verwaltungsrates soll wenigstens 24 Stunden vor der entsprechenden Sitzung eine schriftliche Einladung erhalten, in der das Datum, der Ort und die Zeit der Verwaltungsratssitzung anzugeben ist. In Dringlichkeitsfällen kann diese Frist abgekürzt werden. Auf die Einladung kann schriftlich, per Telegramm, per Telex oder per E-Mail von allen Verwaltungsratsmitgliedern ganz verzichtet werden, wobei eine einstimmige Entscheidung erforderlich ist. Eine Einladung ist nicht notwendig, wenn jedes Verwaltungsratsmitglied bei der Sitzung anwesend oder ordnungsgemäß vertreten ist. Eine Einladung ist ferner entbehrlich für Sitzungen, die zu einem Zeitpunkt und an einem Ort abgehalten werden, der zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss festgelegt wurde.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung aufgrund schriftlicher Bevollmächtigung (Brief, Telefax, Telegramm, E-Mail) durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere Verwaltungsratsmitglieder vertreten.

Wenn der Vorsitzende, im Falle seiner Verhinderung sein Stellvertreter, dies bestimmt, kann jedes Mitglied des Verwaltungsrates an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Telekommunikationsmittel teilnehmen, vorausgesetzt, dass die teilnehmenden Personen identifiziert, sämtliche Teilnehmer der Sitzung einander durchgehend hören und miteinander sprechen können.

Der Verwaltungsrat kann nur auf ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen rechtswirksam Beschlüsse fassen.

Der Verwaltungsrat ist beschlussfähig, wenn wenigstens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse bedürfen der Mehrheit der abgegebenen Stimmen. Bei Stimmgleichheit gibt die Stimme des Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung und bei dessen Nichtteilnahme an der Beschlussfassung die Stimme seines Stellvertreters den Ausschlag. Die Beschlussfassung über Anlagen der Gesellschaft bedarf der Anwesenheit oder Vertretung aller Verwaltungsratsmitglieder. Entsprechende Beschlüsse müssen einstimmig gefasst werden.



Auf Veranlassung des Vorsitzenden, im Falle seiner Verhinderung seines Stellvertreters, und im Einverständnis aller Verwaltungsratsmitglieder können Beschlüsse durch Einholung schriftlicher, fernschriftlicher oder fernmündlicher Erklärungen oder mittels anderer elektronischer Medien übermittelter Erklärungen herbeigeführt werden («Umlaufbeschlüsse»). Umlaufbeschlüsse müssen einstimmig gefasst werden.

**Art. 14. Protokolle der Verwaltungsratssitzungen.** Verwaltungsratsbeschlüsse sind zu protokollieren und die Protokolle vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei der anderen Verwaltungsratsmitglieder zu unterzeichnen. Jegliche Vollmachten werden an die Protokolle geheftet. Die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis der Beschlussfassung.

Auszüge aus diesen Protokollen, die zu Beweis Zwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren erstellt werden, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen.

**Art. 15. Befugnisse des Verwaltungsrates.** Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der Anlagepolitik gemäß Artikel 17 dieser Satzung auszuüben. Sämtliche Befugnisse, die durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Generalversammlung nicht ausdrücklich vorbehalten sind, dürfen durch den Verwaltungsrat getroffen werden.

Der Verwaltungsrat vertritt die Gesellschaft gerichtlich und außergerichtlich.

Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten durch zwei Mitglieder des Verwaltungsrats vertreten.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, aus seiner Mitte Ausschüsse zu bestellen und/oder einzelne Delegierte mit bestimmten Aufgaben zu ernennen. Die Ausschüsse handeln in Übereinstimmung mit den internen Regeln des Verwaltungsrats und unter Beachtung von Artikel 17 der Satzung. Der Verwaltungsrat kann zudem einen Anlageausschuss einsetzen und diesem eine Geschäftsordnung geben.

Der Verwaltungsrat kann einer oder mehreren natürlichen oder juristischen Personen seine Befugnis hinsichtlich der Verwaltung der Gesellschaft übertragen sowie seine Befugnis, die Gesellschaft im Rahmen dieser Geschäftsführung zu vertreten. Die Übertragung dieser Befugnisse kann sowohl auf Mitglieder des Verwaltungsrates als auch auf Dritte, die nicht Aktionär sein müssen, erfolgen. Der Verwaltungsrat ist befugt, Vollmachten für einzelne Geschäftsbereiche und Sondervollmachten für Einzelgeschäfte zu erteilen.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, einen Vertriebsberater zu ernennen, welcher dem Verwaltungsrat bei seinen Vertriebsaktivitäten beratend zur Seite stehen soll.

**Art. 16. Vergütung des Verwaltungsrates - Auslagenerstattung.** Die Vergütung der Verwaltungsratsmitglieder wird von der Gesellschafterversammlung festgelegt.

Angemessene und erforderliche Auslagen und sonstige Kosten, die den Verwaltungsratsmitgliedern oder sonstigen Personen, die auf Grund einer ordnungsgemäßen Bevollmächtigung für die Gesellschaft tätig geworden sind, in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, werden erstattet. Dies umfasst eventuelle Kosten für Rechtsverteidigungsmaßnahmen, sofern diese nicht durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds veranlasst worden sind. Im Falle eines Vergleichs erfolgt eine Kostenerstattung nur im Zusammenhang mit den Angelegenheiten, die von dem Vergleich abgedeckt werden und sofern der Rechtsberater der Gesellschaft bescheinigt, dass die zu entschädigende Person keine Pflichtverletzung begangen hat. Das vorgenannte Recht auf Auslagenerstattung schließt andere Ansprüche nicht aus.

**Art. 17. Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen.** Der Verwaltungsrat bestimmt unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Risikostreuung und im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen und aufsichtsrechtlichen Bestimmungen die Anlagepolitik der Gesellschaft, die Sicherungsstrategien für das Nettovermögen der Gesellschaft und die sonstigen Grundsätze, die im Rahmen der Verwaltung und der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft Anwendung finden sollen.

**Art. 18. Investmentmanager / Anlageberater.** Der Verwaltungsrat ist befugt, einen oder mehrere Investmentmanager mit der Verwaltung der Vermögenswerte der Gesellschaft zu betrauen. Der Investmentmanager hat seine Entscheidungen zum Erwerb und zur Veräußerung von Vermögenswerten der Gesellschaft im Rahmen der Anlagepolitik der Gesellschaft gemäß Artikel 17 der Satzung und unter der Gesamtauficht des Verwaltungsrats aufgrund einer schriftlichen Vereinbarung zu treffen.

Der Investmentmanager ist berechtigt, sich zur Erfüllung seiner vorstehend beschriebenen Aufgaben der Hilfe Dritter zu bedienen, insbesondere einen Anlageberater zu bestellen.

Die Gesellschaft ist berechtigt, sich bei der Verwaltung ihrer Vermögenswerte eines Anlageberaters zu bedienen, dessen Anlagevorschläge für die Gesellschaft nicht bindend sind.

**Art. 19. Interessenkonflikte.** Sofern ein Verwaltungsratsmitglied im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegen gesetztes persönliches Interesse hat, muss dieses Verwaltungsratsmitglied dem Verwaltungsrat sein persönliches Interesse unverzüglich mitteilen und darf im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an Beratungen oder Abstimmungen des Verwaltungsrats teilnehmen. Über diesen Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds auf der nächstfolgenden Gesellschafterversammlung berichtet. Falls ein Quorum des Verwaltungsrates wegen eines Interessenkonfliktes eines oder mehrerer



Verwaltungsratsmitglieder nicht erreicht wird, bedürfen Beschlüsse lediglich der einfachen Mehrheit der nicht betroffenen Verwaltungsratsmitglieder.

Kein Vertrag oder sonstiges Rechtsgeschäft zwischen der Gesellschaft und anderen Gesellschaften oder Unternehmen wird durch die Tatsache berührt oder ungültig, dass einer oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft ein persönliches Interesse haben oder Verwaltungsratsmitglieder, Gesellschafter, Teilhaber, Prokuristen oder Angestellte einer anderen Gesellschaft oder eines anderen Unternehmens sind.

Ein Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft, das gleichzeitig Funktionen als Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer oder Angestellter in einer anderen Gesellschaft oder Firma ausübt, mit der die Gesellschaft Verträge abschließt oder in anderer Form in Geschäftsverbindung tritt, ist aus dem alleinigen Grunde seiner Zugehörigkeit zu dieser Gesellschaft oder Firma nicht daran gehindert, zu allen Fragen bezüglich eines solchen Vertrags oder eines solchen Geschäfts seine Meinung zu äußern, zu beraten, seine Stimme abzugeben oder sonstige Handlungen vorzunehmen.

Tritt bei einem Aktionär ein vorstehend beschriebener Interessenkonflikt auf, ist dessen Vertreter im Verwaltungsrat nicht von den Beratungen und Abstimmungen ausgeschlossen, insbesondere bleibt das Verwaltungsratsmitglied stimm-berechtigt.

#### **Titel IV - Generalversammlungen**

**Art. 20. Befugnisse der Generalversammlung.** Die Generalversammlung kann über alle Angelegenheiten der Gesellschaft befinden. Ihr sind insbesondere folgende Beschlüsse vorbehalten:

- a) Bestellung und Abberufung der Mitglieder des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers sowie die Festsetzung ihrer Vergütungen;
- b) Genehmigung des Jahresabschlusses;
- c) Entlastung des Verwaltungsrates;
- d) Beschluss über die Verwendung des Jahresergebnisses (unter Berücksichtigung der bereits vom Verwaltungsrat gezahlten Vorabauschüttungen);
- e) Änderung der Satzung;
- f) Auflösung der Gesellschaft;
- g) Zustimmung zum Abschluss und zur Änderung des Vertrages mit dem Investmentmanager gemäß Artikel 18;
- h) Zustimmung zu sämtlichen Änderungen oder Ergänzungen des Prospektes der Gesellschaft.

**Art. 21. Die alljährliche Generalversammlung - Andere Generalversammlungen.** Die alljährliche ordentliche Generalversammlung wird im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts in Luxemburg an einem in der Einladung angegebenen Ort jeweils am zweiten Dienstag im Monat März um 15:00 Uhr abgehalten.

Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag oder Bankfeiertag in Luxemburg, so findet die ordentliche Generalversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag statt. Die ordentliche Generalversammlung kann im Ausland abgehalten werden, wenn der Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen feststellt, dass Umstände höherer Gewalt dies erfordern.

Andere Generalversammlungen können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden, wie dies in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

**Art. 22. Beschlussfähigkeit, Abstimmung und Einberufung.** Der Ablauf der Generalversammlung muss, soweit die vorliegende Satzung nichts anderes bestimmt, in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen erfolgen. Jede Aktie berechtigt, unabhängig vom Nettoinventarwert pro Aktie innerhalb einer Aktienklasse, zu einer Stimme.

Die Einladung zu den Generalversammlungen wird den Aktionären per Post an ihre im Aktienregister vermerkte Adresse zugesandt. Sofern Aktionäre und deren Adressen der Gesellschaft nicht bekannt sind, werden diese durch Veröffentlichung einer Mitteilung in vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Tageszeitungen informiert.

Jeder Aktionär darf sich aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, die auch durch Telegramm, Telex oder Telefax erstellt werden kann, durch einen anderen Aktionär oder eine andere Person vertreten lassen.

Sofern das Gesetz oder die vorliegende Satzung nichts Gegenteiliges anordnen, werden die Entscheidungen der ordnungsgemäß einberufenen Generalversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen und mit stimmenden Aktionäre gefasst. Die Aktionäre können im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel an der Generalversammlung teilnehmen, vorausgesetzt, die entsprechend teilnehmenden Personen können identifiziert werden und sämtliche Teilnehmer der Versammlung können einander durchgehend hören und miteinander sprechen. Die Aktionäre, die auf diesem Wege an der Generalversammlung teilnehmen, gelten als anwesend im Sinne der vorstehenden Bestimmungen.

Die Generalversammlung tritt auf Einladung des Verwaltungsrates zusammen. Sie kann auch auf von Aktionären beantragt werden, sofern ihr Anteil mindestens 10 Prozent des Gesellschaftskapitals repräsentieren. Wird die Generalversammlung nicht binnen eines Monats nach Antragstellung abgehalten, können die Aktionäre, deren Anteile mindestens 10 Prozent des Gesellschaftskapitals repräsentieren, die Benennung eines Bevollmächtigten durch den Vorsitzenden der Handelskammer des Luxemburger Bezirksgerichts verlangen, der sodann die Einberufung der Generalversammlung veranlasst. Die Einberufung der Generalversammlung muss den gesetzlichen Bestimmungen entsprechen.

Aktionäre, deren Anteile mindestens 10 Prozent des Gesellschaftskapitals repräsentieren, haben ferner das Recht, bis fünf Tage vor Abhaltung der einberufenen Generalversammlung, durch eingeschriebenen Brief weitere Punkte auf die Tagesordnung setzen zu lassen.

Sofern sämtliche Aktionäre der Gesellschaft anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß einberufen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

#### **Titel V - Schlussbestimmungen**

**Art. 23. Geschäftsjahr.** Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 30. September 2008. Die weiteren Geschäftsjahre beginnen jeweils am 1. Oktober eines Jahres und enden jeweils am 30. September des darauffolgenden Jahres.

**Art. 24. Ausschüttungspolitik.** Die Gesellschaft bestimmt jedes Jahr, ob und in welcher Höhe Ausschüttungen entsprechend den in Luxemburg gültigen Bestimmungen erfolgen bzw. ob die Erträge der Gesellschaft thesauriert werden.

(a) Ausschüttungen erfolgen auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Aktien.

(b) Ausschüttungsbeträge, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach Veröffentlichung der Ausschüttungserklärung geltend gemacht werden, fallen dem Vermögen der Gesellschaft zu. Ungeachtet dessen ist die Gesellschaft berechtigt, Ausschüttungsbeträge, die nach Ablauf dieser Frist geltend gemacht werden, an die Aktionäre auszuzahlen.

**Art. 25. Wirtschaftsprüfer.** Der Verwaltungsrat veranlasst die Erstellung eines Jahresberichtes. Dieser Bericht enthält die Bilanz, die nach Erträgen und Aufwendungen für das jeweilige Geschäftsjahr gegliederte Rechnungslegung sowie den Bericht über die Geschäftstätigkeit im abgelaufenen Geschäftsjahr.

Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer («réviseur d'entreprises agréé») geprüft. Dieser wird von der Gesellschafterversammlung ernannt und von der Gesellschaft vergütet. Der Wirtschaftsprüfer hat sämtliche Pflichten im Sinne des Gesetzes von 2007 zu beachten.

**Art. 26. Auflösung und Liquidierung der Gesellschaft.** Die Gesellschaft kann jederzeit durch Beschluss der Generalversammlung und vorbehaltlich der Bedingungen, die für eine Satzungsänderung erforderlich sind, aufgelöst werden.

Sofern das Gesellschaftskapital unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftskapitals gemäß Artikel 6 dieser Satzung fällt, legt der Verwaltungsrat der Generalversammlung die Frage der Auflösung vor. Die Generalversammlung ist in diesem Fall ohne Quorum beschlussfähig und entscheidet mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen.

Fällt das Gesellschaftskapital unter ein Viertel des Mindestgesellschaftskapitals gemäß Artikel 6 dieser Satzung, legt der Verwaltungsrat der Generalversammlung die Frage der Auflösung vor, die ohne Quorumerfordernis über die Auflösung zu entscheiden hat. Der Beschluss bedarf der Zustimmung von einem Viertel der auf der Generalversammlung vertretenen stimmberechtigten Aktien. Die Generalversammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach dem Tag, an dem festgestellt wird, dass das Nettogesellschaftsvermögen unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Minimums gefallen ist, abgehalten werden kann.

Die Liquidation wird durch einen oder mehrere Liquidatoren durchgeführt, die natürliche oder juristische Personen sein können. Die Generalversammlung bestellt die Liquidatoren und bestimmt über deren Befugnisse und Vergütung. Die Bestellung der Liquidatoren muss von der Aufsichtsbehörde genehmigt werden. Im Falle einer Auflösung wird der/werden die Liquidator/en die Vermögenswerte der Gesellschaft unter Wahrung der Interessen der Aktionäre verwerten und die Depotbank wird den Nettoliquidationserlös (nach Abzug sämtlicher Kosten der Liquidation) auf Anweisung des/der Liquidators/Liquidatoren an die Aktionäre im Verhältnis ihrer jeweiligen Rechte verteilen. Gemäß den Vorschriften des Luxemburger Rechts wird der Liquidationserlös für Aktien, die nicht zur Rückzahlung eingereicht wurden, nach Abschluss der Liquidation für 30 Jahre bei der «Caisse de Consignations» verwahrt.

**Art. 27. Depotbank.** In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Depotbank abschließen. Der Umfang der von der Depotbank zu erfüllenden Pflichten ergibt sich aus den Bestimmungen des Gesetzes von 2007.

Die Depotbank oder der Verwaltungsrat können den Depotbankvertrag mit einer Frist von drei Monaten kündigen. Die Depotbank hat während dieser Frist alle Maßnahmen zu ergreifen, um die Interessen der Aktionäre sicherzustellen. Die Depotbank bleibt solange aus dem Depotbankvertrag verpflichtet, bis der Verwaltungsrat eine Nachfolgerdepotbank bestellt hat.

**Art. 28. Änderungen der Satzung.** Die Satzung kann durch Beschluss der Generalversammlung geändert werden. Der Änderungsbeschluss unterliegt den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und des Gesetzes von 2007.

**Art. 29. Gerichtsstand.** Erfüllungsort ist Sitz der Gesellschaft.

Rechtsstreitigkeiten zwischen den Aktionären und der Gesellschaft unterliegen der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Großherzogtum Luxemburg. Die Gesellschaft ist berechtigt, sich selbst dem Recht und der Gerichtsbarkeit anderer Staaten, in denen die Aktien vertrieben werden, zu unterwerfen, sofern dort ansässige Anleger bezüglich des Erwerbs von Aktien Ansprüche gegen die Gesellschaft geltend machen.

**Art. 30. Anwendbares recht.** Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und des Gesetzes von 2007 geregelt.

*Übergangsbestimmungen*

1. Das erste Rechnungsjahr beginnt am Gründungstag der Gesellschaft und endet am 30. September 2008.
2. Die erste ordentliche Gesellschafterversammlung der Aktionäre wird am 10. März 2009 stattfinden.

*Zeichnung und Einzahlung des Gründungskapitals*

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet:

OPPENHEIM ASSET MANAGEMENT SERVICES S.à r.l., vorgenannt, 310 Aktien mit einem Wert von 100,- Euro pro Aktie

Total: 310 Aktien mit einem Gesamtwert von 31.000,- EUR

Damit beträgt das Gründungskapital insgesamt einunddreißigtausend Euro (31.000,- EUR). Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichneten Notar ordnungsgemäß nachgewiesen.

*Gründungskosten*

Die von der Gesellschaft zu tragenden notariellen Gründungskosten werden auf 5.000,- Euro veranschlagt.

*Erklärung*

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes von 1915 vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

*Gründungsversammlung der Gesellschaft*

Die oben angeführten Parteien, die das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertreten, haben unverzüglich eine Gesellschafterversammlung, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennen, abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

I. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden bestellt:

1. Herr Dr. Michael A. Gotthelf, Direktor der GERMAN PRIVATE EQUITY PARTNERS AG, geboren in Frankfurt am Main, Deutschland, am 23. März 1953, wohnhaft in 14, Vue d'Alligande, Les Banques, St Peter Port, Guernsey GY1 2JB;
2. Herr Hartmuth Alexander Jung, Vorstand der GERMAN PRIVATE EQUITY PARTNERS AG, geboren in Spaichingen, Deutschland, am 10. Oktober 1962, wohnhaft in Theodorenstrasse, 15, D-65189 Wiesbaden;
3. Herr Jens Reidel, Geschäftsführer der BC PARTNER BETEILIGUNGSBERATUNG GmbH, geboren in Frankfurt am Main, am 2. Juni 1951, dienstansässig in Neuer Wall 55, D-20354 Hamburg.

Herr Jens Reidel wird zum Verwaltungsratsvorsitzenden bestellt.

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2009.

II. Zum Wirtschaftsprüfer wird bestellt:

KPMG AUDIT S.à r.l., 31, allée Scheffer, L-2520 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2009.

III. Sitz der Gesellschaft ist in 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg.

Worüber in Luxemburg Urkunde aufgenommen wird am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Bevollmächtigten der Erschienenen, haben dieselben die vorliegende Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Signé: M. von Frantzius, M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2007, LAC/2007/35324. — Reçu 1.250 euros.

*Le receveur ff. (signé): F. Schneider.*

Pour copie conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 novembre 2007.

M. Schaeffer.

Référence de publication: 2007143838/5770/481.

(070167110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

**Telesmile European Prepaid Services S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6926 Flaxweiler, 26, rue Berg.

R.C.S. Luxembourg B 134.004.

—  
STATUTS

L'an deux mille sept, le vingt-sept novembre.

Par-devant Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg-Eich.

Ont comparu:

1.- ORBI INVEST S.A. ayant son siège social à 65, bld Grande Duchesse Charlotte L-1331 Luxembourg (RCS Luxembourg N ° B. 108.525)

ici représentée par Mme Viktoriya Gavrysyuk, administratrice de sociétés, demeurant professionnellement à L-2163 Luxembourg, 5, avenue Monterey,

en vertu d'une procuration donnée sous seing privé à Luxembourg le 15 novembre 2007

laquelle procuration après avoir été paraphée ne varietur par la mandataire de la comparante et le notaire instrumentant restera annexée aux présentes.

2.- TELESIMILE INTERNATIONAL S.A. ayant son siège social à TRUST COMPANY COMPLEX, Ajeltake Island, Majuro Marshall Islands MH96960 ici représentée par Mr Eric Lackner, administrateur de sociétés, demeurant à L-6926 Flaxweiler, 26, rue Berg, et

3.- KADENCE FINANCE INC. ayant son siège social à Via Espana and Elvira Mendez, Delta Tower, Panama City, Republic of Panama ici représentée par M. Eric Lackner, prénommé

Lesquelles comparantes, représentées comme ci-avant, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elles vont constituer entre eux:

### **Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital**

**Art. 1<sup>er</sup>** . Il est formé une société anonyme sous la dénomination de TELESIMILE EUROPEAN PREPAID SERVICES S.A.

**Art. 2.** Le siège social est établi dans la Commune de Flaxweiler. (Grand-Duché de Luxembourg)

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

**Art. 3.** La société est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 4.** La société a pour objet l'étude, la conception, la réalisation, la fourniture de conseils, la commercialisation et l'exploitation de systèmes et de services de télécommunications et informatiques, en ce comprises les activités annexes liées aux nouveaux médias telles que le commerce électronique, le paiement électronique de transactions, la radiodiffusion, la télédiffusion, la publicité, et toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à cet objet.

La société pourra, en tout temps, soit par des apports, des souscriptions, des interventions financières, soit de n'importe quelle autre manière ou façon s'intéresser à toutes autres sociétés ou entreprises qui ont un objet analogue au sien ou qui éventuellement seraient en mesure d'élargir une branche de son activité.

La société a en outre pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles la société détient un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra dans le cadre de son activité accorder notamment hypothèque ou se porter caution réelle d'engagements en faveur de tiers. La société pourra, sur décision de son conseil d'administration, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières, nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social ou qui peuvent directement ou indirectement en favoriser le développement.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à trente deux mille euros (32.000,- EUR) représenté par dix mille actions (10.000) sans désignation de la valeur nominale.

#### *Capital autorisé*

Le capital social pourra être porté de son montant actuel à vingt-cinq millions d'euros (25.000.000,- EUR) par la création et l'émission d'actions supplémentaires.

Le Conseil d'Administration est autorisé et mandaté:

- à réaliser cette augmentation de capital en une seule fois ou par tranches successives par émission d'actions nouvelles, à libérer en numéraire ou encore, sur approbation de l'assemblée générale annuelle, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves disponibles;

- à fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de la publication du présent acte et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires quant aux actions du capital autorisé qui d'ici-là n'aurait pas été émises par le Conseil d'Administration.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée dans les formes légales, le premier alinéa de cet article se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue; cette modification sera constatée dans la forme authentique par le Conseil d'Administration ou par toute personne qu'il aura mandatée à ces fins.

Lors de toute augmentation de capital, qu'elle soit réalisée dans le cadre du capital autorisé ou autrement, les actionnaires existants disposent d'un droit de souscription préférentiel proportionnellement au nombre d'actions qu'ils possèdent. Ce droit doit être exercé dans le délai d'un mois à partir de la notification ou de l'annonce faite à cet effet par le conseil d'administration de l'intention de procéder à une telle augmentation de capital. Les droits y afférents non exercés dans le délai ci-avant accroissent le droit de souscription préférentiel des actionnaires restants proportionnellement à leur participation dans le capital. Cependant, ce droit doit également être exercé dans le mois d'une notification ou publication afférente par le conseil d'administration. La souscription des actions pour laquelle aucun droit préférentiel n'a été exercé devient libre.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires ou convertibles ou obligations avec bons de souscription, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations convertibles ou obligations avec bons de souscription ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

#### **Administration - Surveillance**

**Art. 6.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 7.** Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

**Art. 8.** Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité des administrateurs est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par tous moyens de communications, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télécopie ou toute autre moyen de communication électronique agréé.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

**Art. 9.** Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

**Art. 10.** La société se trouve engagée par la signature individuelle obligatoire de l'administrateur-délégué, ayant toute capacité pour exercer les activités décrites dans l'objet social ci-avant, conformément aux critères retenus par le Ministère luxembourgeois des Classes Moyennes, ou par la signature conjointe de l'administrateur-délégué et d'un autre administrateur de la société.

**Art. 11.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

#### **Année sociale - Assemblée générale**

**Art. 12.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 13.** Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

**Art. 14.** L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

**Art. 15.** L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

**Art. 16.** L'assemblée générale annuelle se réunit, le 3<sup>ème</sup> vendredi du mois de mai au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 17.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

#### *Dispositions transitoires*

1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le trente et un décembre deux mille huit.

2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en deux mille neuf.

#### *Souscription et libération*

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les actions comme suit:

1.- ORBI INVEST S.A. prénommée, cinq mille actions . . . . .	5.000
2.- TELESIMILE INTERNATIONAL S.A. prénommée, deux mille cinq cents actions . . . . .	2.500
3.- KADENCE FINANCE INC. prénommée, deux mille cinq cents actions . . . . .	2.500
Total: dix mille actions . . . . .	10.000

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de 32.000,- EUR (trente-deux mille euros) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné.

#### *Déclaration*

Le notaire-rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

#### *Estimation des frais*

Les parties évaluent le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à charge en raison de sa constitution, à la somme de EUR 1.500,-.

#### *Assemblée Générale Extraordinaire*

Et immédiatement après la constitution de la société, les actionnaires représentant l'intégralité du capital social, représentés comme dit ci-avant et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale et ont pris, à l'unanimité des voix, les décisions suivantes:

1) Le siège social de la société est fixé à L-6926 Flaxweiler, 26, rue Berg.

2) Sont appelés aux fonctions d'administrateurs, leur mandat prendront fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'année 2009:

a) Mme Viktoriya Gavrysyuk, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-2163 Luxembourg, 5, avenue Monterey,

b) M. Roman Papiya, administrateur de sociétés, demeurant à L-1148 Luxembourg, 5, rue Jean L'Aveugle

c) M. Eric Lackner, administrateur de sociétés, demeurant à L-6926 Flaxweiler, 26, rue Berg

3) Monsieur Eric Lackner est nommé Administrateur Délégué avec pouvoir de signature obligatoire conjointe à celle d'un autre Administrateur pour tout ce qui est gestion journalière de la société.

4) Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes, son mandat expira en 2009 la société à responsabilité limitée GLOBAL CORPORATE ADVISORS S.à r.l en abrégée G.C.A. S.à.r.l., ayant son siège social à L-2163 Luxembourg, 32, avenue Monterey. (RCS Luxembourg N ° B. 109.939)

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, connu par le notaire instrumentant par ses nom prénom, état et demeure celui-ci a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: E. Lackner, P. Decker.

Enregistré à Luxembourg, le 30 novembre 2007, Relation: LAC/2007/38251. — Reçu 320 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.



Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Eich, le 5 décembre 2007.

P. Decker.

Référence de publication: 2007143779/206/176.

(070167549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

**Navitas Renewable Energy Group S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 133.961.

In the year two thousand and seven, on the twenty-sixth of September.

Before Us, Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the corporation established in Luxembourg under the denomination of NAVITAS RENEWABLE ENERGY GROUP S.A., incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary dated September 10, 2007, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The meeting begins at eleven a.m., Mr Colm Smith, Certified Public Accountant, with professional address at 16, rue Beck, L-1222 Luxembourg, being in the chair.

The Chairman appoints as secretary of the meeting Ms Anne Brunner, «Assistante de Direction», with professional address at 16, rue Beck, L-1222 Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mr Uwe Nielsen, Company Director, with professional address at 2, route de Mondorf, L-5670 Altwies.

The Chairman then states that:

I. It appears from an attendance list established and certified by the members of the Bureau that the thirty-one thousand (31,000) shares with a par value of one (1.-) euro each, representing the entire capital of thirty-one thousand (31,000.-) euro are duly represented at this meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on its agenda, hereinafter reproduced, without prior notice, all the shareholders having agreed to meet after examination of the agenda.

The attendance list, signed by the shareholders all present or represented at the meeting, shall remain attached to the present deed and shall be filed at the same time with the registration authorities.

II. The agenda of the meeting is worded as follows:

1) Increase of the corporate capital by an amount of EUR 4,969,000.- to bring it from EUR 31,000.- to 5,000,000.- by the issuance and creation of 4,969,000 shares with a par value of EUR 1.-.

- Subscription and payment in cash

2) Subsequent amendment of article 5 of the Articles of Incorporation.

3) Fixation of an authorized capital of EUR 100,000,000.- and authorization given to the Board of Directors to increase the share capital within the limits of the authorized capital for a period of five years.

4) Subsequent addition of five new paragraphs (2 to 6) at article 5 of the Articles of Incorporation.

5) Miscellaneous.

After approval of the statement of the Chairman and having verified that it was regularly constituted, the meeting passed, after deliberation, the following resolutions by unanimous vote:

*First resolution*

The corporate capital is increased by an amount of EUR 4,969,000.- to bring it from EUR 31,000.- to 5,000,000.- by the issuance and creation of 4,969,000 shares with a par value of EUR 1.-.

The new shares have all been subscribed by the present shareholders in proportion to their present shareholding.

The new shares have been fully paid up in cash so that the amount of EUR 4,969,000.- is as of now at the free disposal of the company as has been proved to the undersigned notary who expressly acknowledges it.

*Second resolution*

There is fixed an authorized capital of EUR 100,000,000.- and the Board of Directors is authorized to increase the share capital within the limits of the authorized capital within a period of five years after the publication of the present deed in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

*Third resolution*

As a consequence of the two preceding resolutions, Article 5 of the Articles of Incorporation is amended and shall henceforth read as follows:

« **Art. 5. Corporate capital.** The company has an issued and paid-up corporate capital of five million Euro (5,000,000.- EUR) divided into five million (5,000,000) shares with a par value of one Euro (1.- EUR) each.

The authorized capital is fixed at one hundred million Euro (100,000,000.-EUR), divided into one hundred million (100,000,000) shares having a par value of one Euro (1.- EUR) each.

The Board of Directors of the Company is authorized and instructed to render effective such increase of the capital, in whole or in part from time to time, subject to confirmation of this authorization by a general meeting of shareholders within a period expiring on the fifth anniversary of the publication of the deed dated September 26, 2007 in the «Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations» for any authorized shares which have not yet been subscribed and which the Board of Directors has not agreed upon to any subscription at that time; the Board shall decide to issue shares representing such whole or partial increase of the capital and shall accept subscriptions for such shares.

The Board is hereby authorized and instructed to determine the conditions attaching to any subscription, or it may from time to time resolve to effect such whole or partial increase upon the conversion of any net profit of the Company into capital and the attribution of fully-paid shares to shareholders in lieu of dividends.

Each time the Board of Directors shall so act to render effective the increase of capital, as authorized, Article three of the Articles of Incorporation should be amended so as to reflect the result of such action; the Board should take or authorize any person to take any necessary steps for the purpose of obtaining execution and publication of such amendment.

In connection with this authorization to increase the capital and in compliance with the article 32-3 (5) of the Law on commercial companies, the Board of Directors of the Company is authorized to waive or to limit any preferential subscription rights of the existing shareholders for the same period of five years.

The corporate capital of the company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required by the laws of Luxembourg for amendment of these Articles of Incorporation.»

Nothing else being on the agenda and nobody wishing to address the meeting, the meeting was closed at eleven thirty a.m.

In faith of which we, the undersigned notary, set our hand and seal in Luxembourg City, on the day named at the beginning of the document

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read and translated into the language of the persons appearing, said persons appearing signed with us, the notary, the present original deed.

#### **Traduction française du texte oui précède:**

L'an deux mille sept, le vingt-six septembre.

Par-devant Nous Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de NAVITAS RENEWABLE ENERGY GROUP S.A., ayant son siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire le 10 septembre 2007, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

La séance est ouverte à onze heures sous la présidence de Monsieur Colm Smith, «Certified Public Accountant», avec adresse professionnelle au 16, rue Beck, L-1222 Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Mademoiselle Anne Brunner, Assistante de Direction, avec adresse professionnelle au 16, rue Beck, L-1222 Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Uwe Nielsen, Administrateur de Sociétés, avec adresse professionnelle au 2, route de Mondorf, L-5670 Altwies.

Monsieur le Président expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que les trente et un mille (31.000) actions d'une valeur nominale d'un (1.-) euro chacune, représentant l'intégralité du capital social de trente et un mille (31.000.-) euros sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour ci-après reproduit, tous les actionnaires ayant accepté de se réunir sans convocations préalables.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous présents ou représentés, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1) Augmentation du capital social à concurrence d'un montant de EUR 4.969.000,- pour le porter de EUR 31.000,- à 5.000.000,- par la création et l'émission de 4.969.000 actions d'une valeur nominale de EUR 1,-

- Souscription et libération en espèces.

2) Modification subséquente de l'article 5 des statuts.

3) Fixation d'un capital autorisé de EUR 100.000.000,- et autorisation à donner au Conseil d'Administration à augmenter le capital social à l'intérieur des limites du capital autorisé pour une période de cinq ans.

4) Ajoute subséquente de cinq nouveaux alinéas (2 à 6) à l'article 5 des statuts.

5) Divers.

L'assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé les points précités de l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

*Première résolution*

Le capital social est augmenté à concurrence d'un montant de EUR 4.969.000,- pour le porter de EUR 31.000,- à 5.000.000,- par la création et l'émission de 4.969.000 actions d'une valeur nominale de EUR 1,-.

Les nouvelles actions ont toutes été souscrites par les actionnaires actuels au prorata de leur participation actuelle dans le capital social.

Elles ont été entièrement libérées en espèces de sorte que le montant de EUR 4.969.000,- est à la libre disposition de la société ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

*Deuxième résolution*

Il est fixé un capital autorisé de EUR 100.000.000,- et le Conseil d'Administration est autorisé à augmenter le capital social à l'intérieur des limites du capital autorisé pendant une période de cinq ans après la publication du présent acte au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

*Troisième résolution*

Suite aux deux résolutions qui précèdent, l'article 5 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital social.** Le capital social émis et libéré de la société est de cinq millions d'euros (5.000.000,- EUR) divisé en cinq millions (5.000.000) d'actions d'une valeur nominale de un euro (1,- EUR) chacune.

Le capital autorisé de la Société est établi à cent millions d'euros (100.000.000,- EUR), divisé en cent millions (100.000.000) d'actions d'une valeur nominale de de un euro (1,- EUR) chacune.

Le Conseil d'Administration de la Société est autorisé et chargé de réaliser cette augmentation de capital en une fois ou en tranches périodiques, sous réserve de la confirmation de cette autorisation par une Assemblée Générale des actionnaires tenue endéans un délai expirant au cinquième anniversaire de la publication de l'acte du 26 septembre 2007 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, en ce qui concerne la partie du capital qui, à cette date, ne serait pas encore souscrite, et pour laquelle il n'existerait pas à cette date d'engagement de la part du Conseil d'Administration en vue de la souscription; le Conseil d'Administration décidera l'émission des actions représentant cette augmentation entière ou partielle et acceptera les souscriptions afférentes.

Le Conseil est également autorisé et chargé de fixer les conditions de toute souscription ou décidera l'émission d'actions représentant tout ou partie de cette augmentation au moyen de la conversion du bénéfice net en capital et l'attribution périodique aux actionnaires d'actions entièrement libérées au lieu de dividendes.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée par le Conseil d'Administration dans le cadre du capital autorisé, l'article trois des statuts se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue; cette modification sera constatée et publiée par le Conseil d'Administration ou par toute personne désignée par le Conseil à cette fin.

En relation avec cette autorisation d'augmenter le capital social et conformément à l'article 32-3 (5) de la loi sur les sociétés commerciales, le Conseil d'Administration de la Société est autorisé à suspendre ou à limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires existants pour la même période de cinq ans.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'assemblée s'est terminée à onze heures trente.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: C. Smith, A. Brunner, U. Nielsen, M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, le 4 octobre 2007. LAC/2007/29699. - Reçu 1.250 euros.

Le receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 décembre 2007.

M. Schaeffer.

Référence de publication: 2007143780/5770/162.

(070167243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

**Chipo, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1529 Luxembourg, 40, rue Raoul Follereau.

R.C.S. Luxembourg B 134.008.

---

**STATUTS**

L'an deux mille sept, le vingt-six novembre.

Par-devant Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg-Eich.

A comparu:

Monsieur Laurent Schonckert, directeur de sociétés, né à Luxembourg, le 25 février 1958, demeurant à L-1529 Luxembourg, 40, rue Raoul Follereau.

Lequel comparant a requis le notaire de dresser acte d'une société à responsabilité limitée, qu'il déclare constituer pour son compte et entre tous ceux qui en deviendront associés par la suite et dont il a arrêté les statuts comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de CHIPO.

**Art. 2.** Le siège de la société est établi dans la Ville de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la commune, par simple décision du ou des gérant(s).

**Art. 3.** La société a pour objets tant au Luxembourg qu'à l'étranger la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion ou la mise en valeur du portefeuille qu'elle possédera, l'acquisition, la cession et la mise en valeur de brevets et de licences y rattachées.

La société peut prêter ou emprunter avec ou sans garantie, elle peut participer à la création et au développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours. D'une façon générale elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Elle pourra en outre faire tous actes, transactions ou opérations commerciales, dans le domaine de l'achat, de l'élaboration, de l'embouteillage, de la distribution et de la vente de produits viticoles et agricoles, de la gastronomie, de l'hôtellerie et du tourisme.

Elle pourra, d'une façon générale, faire tous actes, transactions ou opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

**Art. 4.** La société est constituée pour une durée illimitée.

L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (12.500,- EUR) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq Euros (125,- EUR) chacune, toutes attribuées à Monsieur Laurent Schonckert.

Toutes les parts ont été intégralement libérées en espèces par les associés de sorte que la somme de douze mille cinq cents Euros (12.500,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le confirme.

**Art. 6.** Les parts sont insaisissables, elles ne peuvent être cédées entre vifs à un non-associé que de l'accord du ou des associés représentant l'intégralité des parts sociales.

En cas de refus de cession les associés non-cédants s'obligent eux-mêmes à reprendre les parts en cession. Les valeurs de l'actif net du dernier bilan approuvé serviront de base pour la détermination de la valeur des parts à céder.

**Art. 7.** La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants à nommer par l'associé unique ou les associés réunis en assemblée générale, qui désignent leurs pouvoirs. Le gérant peut sous sa responsabilité déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs fondés de pouvoir.

**Art. 8.** Pour engager valablement la société, la signature du ou des gérants est requise.

**Art. 9.** Chaque année au 31 décembre il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la société. Le bénéfice net constaté, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements, sera réparti de la façon suivante:

- 5% (cinq pour cent) pour la constitution d'un fonds de réserve légale, dans la mesure des dispositions légales.
- le solde restant à la libre disposition des associés.

En cas de distribution, le solde bénéficiaire sera attribué à l'associé unique ou aux associés au prorata de leur participation au capital social.

**Art. 10.** Le décès ou l'incapacité de l'associé unique d'un des associés n'entraînera pas la dissolution de la société.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément unanime des associés survivants.

**Art. 11.** Pour tous les points non expressément prévus aux présentes les parties se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

*Mesure transitoire*

La première année sociale commence le jour de la constitution et finira le 31 décembre 2008.

*Frais*

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève à approximativement 1.000,- EUR.

*Assemblée Générale*

Et ensuite l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

- Est nommé gérant unique pour une durée indéterminée:
- Monsieur Laurent Schonckert, prénommé, qui aura tous pouvoirs pour engager valablement la société par sa seule signature.
- Le siège social est établi à L-1529 Luxembourg, 40, rue Raoul Follereau.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg-Eich, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: L. Schonckert, P. Decker.

Enregistré à Luxembourg, le 27 novembre 2007, LAC/2007/37589. — Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Eich, le 5 décembre 2007.

P. Decker.

Référence de publication: 2007143786/206/79.

(070167578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

---

**K.C. 5000 s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5762 Hassel, 11, Killebiërg.

R.C.S. Luxembourg B 67.981.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 décembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007143902/276/12.

Enregistré à Luxembourg, le 3 août 2007, réf. LSO-CH00853. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070167362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

---

**Société Financière Renaissance S.A.H., Société Anonyme.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 54, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 16.542.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 décembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007143903/276/12.

Enregistré à Luxembourg, le 3 août 2007, réf. LSO-CH00848. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070167356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

---

**K.C. 5000 s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5762 Hassel, 11, Killebiërg.  
R.C.S. Luxembourg B 67.981.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 décembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007143905/276/12.

Enregistré à Luxembourg, le 3 août 2007, réf. LSO-CH00855. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070167360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

---

**Second Euro Industrial Unna S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.  
R.C.S. Luxembourg B 105.400.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 49475 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

J. Elvinger  
Notaire

Référence de publication: 2007143888/211/11.

(070167106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

---

**FOBAT S.à r.l., Comptoir des Fournitures Industrielles du Bâtiment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.  
R.C.S. Luxembourg B 28.176.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 décembre 2007.

COMPTOIR DES FOURNITURES INDUSTRIELLES DU BATIMENT S.à r.l. (FOBAT S.à r.l.)

FIDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG SA

Signature

Référence de publication: 2007143941/503/16.

Enregistré à Luxembourg, le 30 novembre 2007, réf. LSO-CK08858. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070167324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

---

**FOBAT S.à r.l., Comptoir des Fournitures Industrielles du Bâtiment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.  
R.C.S. Luxembourg B 28.176.

Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 décembre 2007.

COMPTOIR DES FOURNITURES INDUSTRIELLES DU BATIMENT S.à r.l. (FOBAT S.à r.l.)

FIDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG SA

Signature

Référence de publication: 2007143940/503/16.

Enregistré à Luxembourg, le 30 novembre 2007, réf. LSO-CK08857. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070167319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

---



**Agrandir l'Habitat Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 49.618.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 décembre 2007.

AGRANDIR L'HABITAT SARL

FIDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG SA

Signature

Référence de publication: 2007143943/503/15.

Enregistré à Luxembourg, le 30 novembre 2007, réf. LSO-CK08863. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070167327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

---

**Aquilaz S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3512 Dudelange, 200, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 115.314.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 décembre 2007.

AQUILAZ S.A.

FIDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG SA

Signature

Référence de publication: 2007143946/503/15.

Enregistré à Luxembourg, le 30 novembre 2007, réf. LSO-CK08866. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070167330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

---

**WACTRANS Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4751 Pétange, 165A, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 105.051.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 décembre 2007.

WACTRANS LUXEMBOURG S.à.r.l.

FIDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG SA

Signature

Référence de publication: 2007143944/503/15.

Enregistré à Luxembourg, le 30 novembre 2007, réf. LSO-CK08865. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070167328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

---

**Seasick S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2327 Luxembourg, 32, Montée de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 84.598.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 décembre 2007.

SEASICK S.A.

FIDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG SA

Signature

Référence de publication: 2007143938/503/15.

Enregistré à Luxembourg, le 30 novembre 2007, réf. LSO-CK08853. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070167317) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

---

**Catleya S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 71.028.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 novembre 2007.

Pour CATLEYA S.A.

MERCURIA SERVICES

Un Mandataire

Signature

Référence de publication: 2007143979/1005/16.

Enregistré à Luxembourg, le 5 décembre 2007, réf. LSO-CL01100. - Reçu 30 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070167274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

---

**Mainan Holding S.A.H., Société Anonyme.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 54, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 77.667.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 décembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007143904/276/12.

Enregistré à Luxembourg, le 3 août 2007, réf. LSO-CH00881. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070167357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

---

**Malux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4171 Esch-sur-Alzette, 132, boulevard J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 86.424.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 7 décembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007143906/3190/12.

Enregistré à Luxembourg, le 7 décembre 2007, réf. LSO-CL01897. - Reçu 91 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070167137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

---

**Fruits et Légumes du Jardin S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9156 Heiderscheid, 3, rue Fuussekaul.

R.C.S. Luxembourg B 105.345.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

144431

Luxembourg, le 6 décembre 2007.  
FRUITS ET LEGUMES DU JARDIN S.A.  
FIDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG SA  
Signature

Référence de publication: 2007143930/503/15.

Enregistré à Luxembourg, le 30 novembre 2007, réf. LSO-CK08848. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070167304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

---

**Linsys S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4385 Ehlerange, Z.A.R.E. Est.

R.C.S. Luxembourg B 93.340.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 décembre 2007.  
LINSYS S.A.  
FIDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG SA  
Signature

Référence de publication: 2007143932/503/15.

Enregistré à Luxembourg, le 30 novembre 2007, réf. LSO-CK08820. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070167305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

---

**MH Germany Property VI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 118.849.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 novembre 2007.

B. Zech.

Référence de publication: 2007144112/724/13.

Enregistré à Luxembourg, le 4 décembre 2007, réf. LSO-CL00981. - Reçu 30 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070167123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

---

**MH Germany Property V S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 118.848.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 novembre 2007.

B. Zech.

Référence de publication: 2007144113/724/13.

Enregistré à Luxembourg, le 4 décembre 2007, réf. LSO-CL00978. - Reçu 30 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070167125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

---

**MH Germany Property IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 118.847.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 novembre 2007.

B. Zech.

Référence de publication: 2007144114/724/13.

Enregistré à Luxembourg, le 4 décembre 2007, réf. LSO-CL00974. - Reçu 32 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

---

(070167133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

---

**Multi Alpha Advisory S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 114.320.

Les comptes annuels révisés au 30 juin 2007 et la distribution de dividendes relative à l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 octobre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 novembre 2007.

V. Jean / Ph. Visconti

*Mandataire Principal / Sous-Directeur Principal*

Référence de publication: 2007143983/1183/15.

Enregistré à Luxembourg, le 5 décembre 2007, réf. LSO-CL01221. - Reçu 44 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

---

(070167190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

---

**Crousseilles Holdings S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1520 Luxembourg, 6, rue Adolphe Fischer.

R.C.S. Luxembourg B 73.486.

Le bilan au 31 décembre 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juin 2007.

H. Dueholm.

Référence de publication: 2007143948/5029/12.

Enregistré à Luxembourg, le 29 novembre 2007, réf. LSO-CK08250. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

---

(070167341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

---

**Crousseilles Holdings S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1520 Luxembourg, 6, rue Adolphe Fischer.

R.C.S. Luxembourg B 73.486.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juin 2007.

H. Dueholm.

Référence de publication: 2007143950/5029/12.

Enregistré à Luxembourg, le 29 novembre 2007, réf. LSO-CK08255. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

---

(070167347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2007.

---